

OUVERTURE DU POSTE
FRONTALIER CHAHID
MUSTAPHA-BEN BOULAÏD
**Toutes les
dispositions sont
prises**

P 16

PRODUCTION DES HYDROCARBURES

L'Algérie vise 209 millions Tep à l'horizon 2027

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier, que l'Algérie poursuivra ses efforts pour augmenter ses capacités de production des hydrocarbures. Un plan d'investissement ambitieux a été adopté à cet effet permettant d'augmenter la production primaire d'hydrocarbures en Algérie, de l'ordre de 2% annuellement, durant la période allant de 2023 à 2027, pour atteindre environ 209 millions de tonnes équivalant pétrole (TEP) à l'horizon 2027. P 3



SALON EQUIP-AUTO
ALGERIA 2024

**Les Chinois en force
avec plus de 230
exposants**



Le salon international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité «Equip Auto Algeria 2024» revient pour sa 17^e édition du 26 au 29 février en cours au Palais des expositions d'Alger. Plus de 400 exposants sont attendus à cet événement incontournable pour l'industrie automobile, soit une hausse de plus de 100% par rapport à l'édition précédente.

P 2

ALGÉRIE/MAURITANIE

**Un partenariat
stratégique gagnant-
gagnant**

Les Présidents algériens et mauritanien ont choisi Tindouf, ville située à équidistance des deux pays (1460 km d'Alger et 1300 de Nouakchott), pour sceller un partenariat gagnant-gagnant. En effet, c'est une nouvelle étape de coopération économique que viennent d'acter l'Algérie et la Mauritanie avec le lancement de plusieurs projets économiques par les présidents des deux pays.

P 4

TRANSIT DES PROJETS
D'APPROVISIONNEMENT EN
GAZ DU NIGERIA VERS
L'EUROPE

**L'Algérie, le pays
"le plus approprié"**

La position stratégique de l'Algérie lui permet de rivaliser sur les marchés gaziers internationaux et la rend le pays "le plus approprié" pour le transit de futurs projets d'approvisionnement en gaz, notamment du Nigeria vers l'Europe, a estimé l'expert en industries gazières de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Wael Hamed Abdel Moati, soulignant l'importance du contrat gazier signé récemment entre l'Algérie et l'Allemagne.

P 16

SALON INTERNATIONAL ORAN-INVEST-EXPO

**Plus de 150
exposants attendus
à la 6^e édition** P 2

MODERNISATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE
D'ALGER ET DE SA PÉRIPHÉRIE

**Essais techniques sur trois
lignes avant leur entrée
en service** P 4

MOSTAGANEM

**Plus de 100 projets au profit
du secteur des Ressources
en eau** P 6

CLÔTURE DU SALON INTERNATIONAL
DU TOURISME À ORAN

**Plus de 9.000 visiteurs
professionnels et
signature de conventions**

La 14ème édition du Salon international du tourisme, des voyage, des transports, des équipements de l'hôtellerie et de la restauration, clôturée vendredi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, a drainé plus de 9.000 visiteurs professionnels et a vu la signature de plusieurs conventions pour promouvoir la destination Algérie, a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette manifestation, organisée sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, et de la wilaya d'Oran, a été marquée par une présence importante de visiteurs professionnels, dont le nombre a dépassé les 9.000, venus de diverses régions du pays et de l'étranger pour prendre connaissance des offres dans le domaine du tourisme, a souligné le Commissaire de ce Salon, Nouredine Daoudi. Les rencontres bilatérales programmées dans le cadre de cette édition, qui a duré quatre jours, ont abouti à la signature de plusieurs conventions de partenariat entre les agences de tourisme et des voyages, les plateformes de réservation, les hôtels et les sociétés de transport, pour développer le produit touristique algérien et promouvoir la destination Algérie, a-t-il dit. Dans ce cadre, le groupe Hôtellerie, Tourisme et thermalisme (HTT), qui a participé à ce Salon avec ses sept antennes, a signé une convention cadre avec l'Organisation algérienne de la promotion du tourisme et du guide touristique, en vue de coopérer dans le domaine du développement du tourisme et des destinations algériennes, ainsi que l'organisation de formations.

CNEP-BANQUE

**Lancement de trois
nouveaux produits de la
finance islamique**

La CNEP-Banque a annoncé, jeudi, le lancement de trois (03) nouveaux produits de la finance islamique selon la formule "Mourabaha". "La CNEP-Banque franchit une nouvelle étape dans le domaine de la finance islamique avec le lancement de trois (03) nouveaux produits suivant la formule Mourabaha", a-t-elle affirmé dans un communiqué, précisant qu'il s'agit de "Tamwil MAS-KANE pour l'achat d'un logement, Tamwil MAHALLAT et Tamwil ARADI pour l'achat d'un local à usage commercial ou professionnel ou pour l'achat d'un terrain". "Cette nouvelle offre confirme notre engagement à fournir, à notre clientèle, des solutions financières conformes aux principes de la Chariaa Islamique", ajoute la banque publique, en assurant qu'elle reste déterminée à fournir des services financiers de qualité et à promouvoir une finance éthique. "Nous invitons ainsi nos clients à découvrir notre nouvelle gamme de produits de la finance islamique et à bénéficier de solutions adaptées à leurs besoins et convictions", ajoute la même source.

SALON EQUIP-AUTO ALGERIA 2024

Les chinois en force avec plus de 230 exposants

Le salon international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité «Equip Auto Algeria 2024» revient pour sa 17 e édition du 26 au 29 février en cours au Palais des expositions d'Alger. Plus de 400 exposants sont attendus à cet événement incontournable pour l'industrie automobile, soit une hausse de plus de 100% par rapport à l'édition précédente. Ceci témoigne sur l'intérêt qu'accordent les investisseurs au marché automobile algérien.

Par Slimane T

Selon les organisateurs du salon, 81% des exposants représentent des sociétés et marques étrangères, venues d'une quinzaine de pays, dont la Chine, la Turquie, la Corée du Sud, l'Italie, la Pologne, la Tunisie, les Etats-Unis, et l'Allemagne. Les chinois seront en force avec plus de 230 exposants. «Pendant 4 jours, l'après-vente et l'industrie de la sous-traitance automobile exposeront aux 10.000 visiteurs professionnels attendus, l'ensemble de leurs innovations, de leurs produits et de leurs savoir-faire », souligne le communiqué précisant que cette édition rassemblera des entreprises « leaders », des exposants historiques et de nouveaux exposants, sur un espace brut de 12.000 m2. Concernant la participation algérienne, une mobilisation importante de sous-traitants algériens est attendue durant cette édition. Selon la même source, ils représenteront cette



année près de 30% des exposants nationaux.

«Equip-Auto Algeria 2024 » accueillera des exposants activant dans la commercialisation de divers matériels, équipements, produits et services pour les professionnels de la maintenance et de la réparation de véhicules. Parmi ces activités, figurent la pièce détachée et accessoires, les équipements pour garage, la carrosserie et peinture, le lavage et aires

de service, les pneumatiques et jantes, les lubrifiants et produits d'entretien, les réseaux et services après-vente ainsi que la maintenance et le dépannage. Des débats seront également au programme, selon la même source, notamment autour de l'état des lieux du secteur de l'Aftermarket et de l'industrie automobile en Algérie, à travers des tables rondes animée par des experts nationaux et internationaux.

SALON INTERNATIONAL ORAN-INVEST-EXPO

Plus de 150 exposants attendus à la 6^e édition

Par A. B

La Sixième édition du Salon International de l'Industrie, de l'Energie, du BTP, de la Logistique et de l'Export «Oran-Invest-Expo» se tiendra du 04 au 07 mars 2024 au Centre de Conventions d'Oran «CCO/ Le Méridien», indiquent les organisateurs lors d'une conférence de presse à Alger. Le salon Oran-Invest- Expo rassemblera dans cette sixième édition plus de 150 opérateurs économiques algériens et étrangers, dont l'Ethiopie sera l'invité d'honneur. Il sera une occasion aux fins d'échange d'expériences, de relations d'affaires et de recherche d'opportunités d'investissement créateur de richesse et de valeur ajoutée à l'économie algérienne. L'amélioration sensible du climat des affaires en Algérie, porté essentiellement par les mesures incitatives prises et mises en œuvre par les Hautes Autorités Algériennes (Nouvelle loi sur l'Investissement, facilitation

d'accès au foncier industriel, Instruction des banques à accompagner efficacement l'acte d'investir, levée des obstacles bureaucratiques...), constitue un élément-clé dans la mobilisation remarquable des entreprises à prendre part à cet événement économique international. Seul carrefour économique professionnel à réunir plusieurs secteurs névralgiques et complémentaires dans la machine économique en Algérie, le salon Oran-Invest-Expo a enregistré, depuis son lancement, une hausse palpable en nombre de participants et de partenaires, mais aussi une contribution active en termes de signature et concrétisation de projets de partenariat commercial et en investissement direct. Concrétisant l'intérêt croissant de plusieurs pays étrangers à appuyer leur coopération économique avec l'Algérie, l'édition de 2024 du salon verra la participation comme exposant de près d'une trentaine d'ambassades, essentiellement africaines, et la visite de plus d'une cinquantaine d'ambassa-

deurs, de responsables d'organismes de coopération et délégations d'hommes d'affaires étrangers en vue d'y tenir des rencontres professionnelles B to B avec les exposants et de participer aux programme des conférences-débats et ateliers. Aussi, des espaces d'exposition seront offerts aux start-up, clubs scientifiques et porteurs de projets innovants afin de leur permettre un contact direct avec l'environnement économique et de parvenir à la concrétisation de leurs projets porteurs pour la croissance économique. L'espace Start-Up et idées innovantes aura pour thématique « L'innovation et la Micro- entreprise au cœur de l'économie fondé sur le savoir. Des institutions publiques chargées de l'accompagnement de l'Export, des organisations patronales et des établissements de recherches prendront part au salon pour contribuer à l'enrichissement des programmes scientifiques et d'orientation des opérateurs économiques nationaux.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION DES HYDROCARBURES

L'Algérie vise 209 millions Tep à l'horizon 2027

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, samedi, que l'Algérie poursuivra ses efforts pour augmenter ses capacités de production des hydrocarbures. Un plan d'investissement ambitieux a été adopté, à cet effet, permettant d'augmenter la production primaire d'hydrocarbures en Algérie, de l'ordre de 2% annuellement, durant la période allant de 2023 à 2027, pour atteindre environ 209 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) à l'horizon 2027.

Par Sirine R

«L'Algérie poursuivra ses investissements pour la découverte de nouveaux champs et l'amélioration des champs existants, en sus de l'intensification des efforts en vue d'accélérer la cadence de mise en œuvre du programme de valorisation des hydrocarbures», a souligné le Président dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, coïncidant le 24 février. Il a précisé que le programme de valorisation des hydrocarbures vise à conférer une nouvelle dynamique au domaine de la pétrochimie, et ce dans le cadre de la concrétisation de son engagement à encourager la production et l'exportation de l'énergie, à travers l'intensification de la production des énergies fossiles. Le Président de la République a passé en revue, à cette occasion, les plus importants projets gaziers lancés dans la wilaya de Timimoun qui abrite les festivités officielles célébrant ce double anniversaire,

indiquant que cette wilaya occupe une importante place au titre de la stratégie de consolidation de l'amont pétrolier pour la production du gaz naturel, à travers trois importants projets gaziers, à savoir le développement des champs de Hassi Ba Hamou, de Hassi Tidjerane et de Tinerkoug, d'une capacité de production estimée à 14 millions de m3 par jour. Le chef de l'Etat a fait savoir que plus de 141 puits d'exploration et de production ont été réalisés dans le secteur de l'Energie, annonçant «la poursuite des efforts afin d'accélérer la mise en œuvre du programme de valorisation des hydrocarbures». Outre le développement des hydrocarbures, et dans l'optique d'une exploitation optimale des richesses nationales, «nous avons lancé un vaste programme de valorisation et de développement des capacités minières de notre pays, à travers les trois projets structurants pour ce secteur, représenté par l'exploitation du fer de Gara Djebilet, le projet de phosphate intégré de Bled El Hadba et celui de zinc et de plomb à Oued Amizour qui, outre leur contribution à la diversification de l'économie nationale, constitueront une

locomotive pour stimuler le développement des régions (création d'emploi et développement des infrastructures telles que le réseau ferroviaire). Et d'ajouter : « Nous envisageons de renforcer le dynamisme qui fait la renommée de ce secteur, en révisant la loi minière prochainement afin de l'adapter aux évolutions que connaît cette activité et accroître son attractivité auprès des investisseurs, tout en préservant les intérêts nationaux». S'agissant du 7e Sommet du GECF, le Président Tebboune a affirmé qu'il comptait sur le 7e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Alger du 29 février au 2 mars, pour voir se développer une exploitation optimale de cette ressource. «Nous comptons sur la tenue du 7e Sommet du GECF à Alger pour le développement d'une exploitation optimale de cette ressource». Et de souligner que l'Algérie «s'est engagée à accompagner le processus de transition énergétique réussi et à se positionner en tant qu'acteur clé dans la production de l'électricité, l'intensification du reboisement et la biodiversité».

Le Premier ministre inaugure le Centre de production de gaz de Hassi Ba Hamou

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a procédé, samedi à Timimoun, à l'inauguration du Centre de production de gaz de Hassi Ba Hamou, et ce, dans le cadre de la visite de travail qu'il a été chargé d'effectuer dans cette wilaya par le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, pour présider la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, coïncidant avec le 24 février. A cette occasion, M. Larbaoui a reçu des explications

exhaustives sur ce nouveau centre, avant d'inspecter ses différentes divisions et structures. Le Premier ministre est accompagné, dans sa visite, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, du ministre de l'Energie et des

Mines, M. Mohamed Arkab, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentalb, ainsi que du PDG du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, et du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout.(APS)

EDIFICATION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

Le président Tebboune appelle au resserrement des rangs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé, samedi, au maintien de l'unité des rangs dans un monde instable et en perpétuelle mutation, aux niveaux régional et international, afin de faire face aux tentatives hostiles ciblant le pays, outre l'adhésion de tous au processus de réformes pour l'édification de l'Algérie nouvelle et la contribution positive au parachèvement des chantiers lancés dans le but de diversifier l'économie nationale, renforcer les efforts de développement, atteindre le bien-être social des citoyens et consolider les acquis déjà réalisés. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationali-

sation des hydrocarbures dans la wilaya de Timimoun, le président de la République a affirmé avoir accordé un intérêt particulier à la réunion des meilleures conditions au profit des travailleurs pour leur permettre de s'acquitter au mieux de leurs devoirs professionnels et améliorer leurs conditions sociales en continuant à mettre l'accent sur la consécration du caractère social de l'Etat et l'engagement en faveur de la Justice sociale. Pour ce faire, ajoute-t-il, il a été procédé à la révision à la hausse du niveau et du volume des transferts sociaux et à une réforme du système fiscal en vue de consacrer les principes d'équité et de justice à travers l'élargissement des exonérations et des réductions fiscales au profit des personnes à faible et moyen revenus, et l'augmen-

tation progressive des salaires pour maintenir le pouvoir d'achat de plus de 2.800.000 salariés et contractuels, ainsi que la valorisation des allocations et pensions de retraite et l'achèvement d'intégration de plus de 500.000 bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale dans des postes d'emploi permanents. Après avoir souligné sa conviction quant au rôle vital des partenaires sociaux, notamment des organisations syndicales dans la promotion de la gouvernance, le président de la République a exprimé son souci d'instaurer une culture de dialogue, qui se veut le meilleur moyen d'assurer un traitement global et rationnel de différentes préoccupations et aspirations et de réaliser l'ambition collective d'atteindre les plus hauts niveaux

de développement et de prospérité, estimant que la participation des organisations syndicales au dialogue social à tous les niveaux est un acquis démocratique et une base essentielle pour soutenir la croissance et la stabilité sociale. Le président de la République a rappelé, dans ce cadre, la réforme profonde de la loi relative à l'exercice du droit syndical à la lumière des acquis obtenus au titre de la Constitution de 2020, en ce qui concerne la promotion des libertés fondamentales, ce qui a permis de renforcer les garanties d'exercice du droit syndical et de mettre en place de nombreuses mesures et mécanismes visant à garantir l'indépendance et l'impartialité des syndicats et à les protéger contre les tiraillements politiques et partisans.

R E.

DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

L'Algérie connaît une profonde mutation à tous les niveaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, samedi, que l'Algérie connaît une profonde mutation à tous les niveaux et avançait à pas sûrs vers l'édification d'une économie forte et diversifiée après les réformes globales ayant permis d'asseoir un nouveau système garantissant la liberté d'initiative, favorisant l'investissement et consacrant les principes de transparence et d'égalité entre les opérateurs économiques. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, dans la wilaya de Timimoun, le président de la République a précisé que l'Algérie "connaît une profonde mutation à tous les niveaux et avance à pas sûrs vers l'édification d'une économie forte et diversifiée après les réformes globales ayant permis d'asseoir un nouveau système garantissant la liberté d'initiative, réunissant les meilleures conditions d'investissement et consacrant les principes de transparence et d'égalité entre les opérateurs économiques". Le président de la République a rappelé que la création de l'UGTA, le 24 février 1956, "a été une étape cruciale dans l'histoire de la lutte du peuple algérien et de son ralliement aux objectifs de la Glorieuse guerre de libération pour le recouvrement de sa liberté". "Le militantisme et les sacrifices des travailleurs algériens demeureront à travers les générations successives comme une source d'inspiration et un exemple de la contribution de l'école syndicale à la formation du Mouvement national et de son rôle décisif dans le processus d'édification et de promotion et de développement de la production nationale", a souligné le président de la République.

R E.

ARKAB RECOIT LE PDG DE L'AUSTRALIENNE "LIONSBRIDGE"

Des projets miniers en partenariat seront lancés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, jeudi, une délégation de la société australienne d'exploitation minière "Lionsbridge" conduite par son PDG, Brian Wesson, avec laquelle il a examiné les opportunités et les potentialités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur des mines, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du PDG du groupe Sonarem et de cadres du ministère, les entretiens entre les deux parties ont porté sur les opportunités et les potentialités de coopération, d'investissement et de partenariat dans le secteur des mines, notamment entre le groupe "Sonarem" et "Lionsbridge", en vue de lancer des projets de partenariat dans l'exploitation des ressources minières en Algérie tels que le projet d'exploitation minière et industrielle de l'or à Tirek et Amesmessa dans la wilaya de Tamanrasset, précise la même source. Les deux parties ont salué les résultats "fructueux" de la coopération entre "Sonarem" et les sociétés minières australiennes en général et examiné "les moyens de la renforcer pour inclure des projets d'exploitation de différentes ressources minières en Algérie à l'avenir". A cette occasion, M. Wesson a présenté un exposé exhaustif sur la stratégie de Lionsbridge pour le développement et l'exploitation durable et à long terme des gisements d'or de Tirek et Amesmessa dans le sud du pays, ainsi que les projets de l'industrie manufacturière dans ce domaine de manière durable, en s'appuyant sur la protection de l'environnement, la formation, le transfert de la technologie, la promotion du contenu local et la création de la richesse et de l'emploi, ajoute la même source. Mettant en avant l'importance socioéconomique de ce projet qui s'inscrit dans le cadre du développement du secteur minier et la relance des activités minières en vue d'optimiser l'exploitation de ces richesses au niveau national, M. Arkab a affirmé "l'appui de son secteur au partenariat dans tous les projets d'investissement visant à créer de la richesse et des opportunités d'emploi en Algérie". Pour sa part, M. Wesson a affiché la volonté de Lionsbridge à "investir dans le secteur minier algérien, à concrétiser des projets d'investissement avec le groupe Sonarem de manière responsable sur le double plan environnemental et social, notamment le projet d'exploitation des mines d'Amesmessa et de Tirek en fonction des exigences relatives à la protection de l'environnement et de sécurité". M. Wesson s'est engagé également à "œuvrer sérieusement à la préservation de l'environnement dans la région pour un développement durable, tout en comptant sur l'expérience de la compagnie en matière de technologies sophistiquées dans le domaine de l'exploitation minière". Installée à Sidney, Lionsbridge est parmi les sociétés mondiales pionnières dans le domaine minier grâce à son expérience avérée et ses projets en Australie, en Asie, à l'Océan pacifique, en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord.

R. E.

ALGÉRIE/MAURITANIE

Un partenariat stratégique gagnant-gagnant

Les Présidents algériens et mauritanien ont choisi Tindouf, ville située à équidistance des deux pays (1460 km d'Alger et 1300 de Nouakchott), pour sceller un partenariat gagnant-gagnant. En effet, c'est une nouvelle étape de coopération économique que viennent d'acter l'Algérie et la Mauritanie avec le lancement de plusieurs projets économiques par les présidents des deux pays. Ces projets sont à même de hisser les échanges commerciaux entre les deux pays voisins à des niveaux à la hauteur des relations politiques bilatérales.

Par Réda Hadi

Les deux présidents ont profité de leur rencontre pour s'entretenir sur les questions de l'heure, notamment le renforcement de la coopération bilatérale. Et pour « établir un partenariat stratégique global, qui soit exemplaire dans la région et qui reflète la solidité des relations historiques enracinées entre les deux pays, et se sont engagés à œuvrer à le hisser à la hauteur de la fraternité et de l'amitié qui lient les deux peuples », selon un communiqué de la Présidence algérienne. Sur le terrain, les deux chefs d'Etats ont procédé à la pose de la première pierre de la zone franche située à 75 km du chef-lieu de la wilaya sur une superficie de 200 ha. Elle devra contribuer à augmenter le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie ainsi qu'avec d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Un autre projet de très grande importance est celui de la réalisation de la route Tindouf – Zouérat (Mauritanie), sur un linéaire de 840 km, qui sera réalisée par une dizaine d'entreprises algériennes ayant acquis une grande maîtrise dans le domaine, même si c'est la première infrastructure d'importance majeure réalisée par l'Algérie en-dehors de ses frontières, un bu-

reau d'études, algérien lui aussi, sera chargé du suivi des travaux. Ce projet de la route Tindouf-Zouerat vient concrétiser les engagements du Président de la République, et de son homologue mauritanien, qui ont les deux souligné l'importance stratégique du projet pour renforcer les échanges économiques et commerciaux, et même culturels entre les deux pays. Pour rappel, l'Algérie se chargera de la réalisation et du financement de ce projet important à travers plusieurs entreprises publiques. Une fois achevée, cette infrastructure routière sera exploitée par l'Algérie sous forme de concession de 10 ans par tacite reconduction. Après l'achèvement des structures routières, la réalisation des nouveaux relais sur cette route sera confiée à la société Naftal. Avec une croissance des exportations qui a atteint les 200% au cours des trois dernières années, l'Algérie est le premier partenaire économique de Mauritanie. Dans le but de renforcer et de diversifier les échanges entre les deux pays, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune a affirmé s'être entendu avec le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani afin de tout mettre en œuvre pour cela. Les ministres du commerce des deux pays se réuniront prochainement afin de renforcer la

coopération et les échanges commerciaux entre les deux pays par la création de banques et en facilitant l'entrée des marchandises de part et d'autre. Ainsi, il est prévu que les produits mauritaniens d'origine identifiée seront commercialisés en Algérie exempts de taxes, il en sera de même pour les produits algériens en Mauritanie. C'est ainsi que la Mauritanie a été le premier pays africain à accueillir la première banque publique algérienne qui s'y est installée au mois de septembre 2023 à Nouakchott, en plus d'une autre agence à Nouadhibou ainsi que la première foire permanente des produits algériens, ce qui augure d'un avenir coopératif de grande envergure entre les deux pays frères et voisins. Abdelmadjid Tebboune a, en outre, indiqué avoir convenu avec son homologue mauritanien d'une prochaine rencontre entre les ministres du Commerce des deux pays pour «renforcer la coopération et les échanges bilatéraux à travers la création de banques et la facilitation de l'accès des biens et marchandises ». Ainsi, l'Algérie et la Mauritanie viennent de confirmer qu'elles adoptent une stratégie commune basée sur la coopération dans divers domaines et d'un partenariat gagnant-gagnant entre deux pays frères et voisins, renforçant ainsi leurs positions.

MODERNISATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE D'ALGER ET DE SA PÉRIPHÉRIE

Essais techniques sur trois lignes avant leur entrée en service

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a annoncé, vendredi dans un communiqué, avoir lancé les essais techniques au niveau de la gare ferroviaire d'Alger, après le réaménagement de trois lignes, et ce pour faire basculer le trafic ferroviaire vers les nouvelles lignes et permettre ainsi leur mise en exploitation. "Après l'achèvement des travaux de réaménagement de trois lignes au niveau de la gare d'Alger, l'ANESRIF a procédé, du jeudi à 11h00 jusqu'au vendredi à 02h30, à des essais techniques, en coordination avec la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), dans l'objectif de faire basculer le trafic ferroviaire vers les nouvelles lignes", précise le communiqué, soulignant que "les travaux de réaménagement des deux lignes restantes seront lancés prochainement". Selon L'ANESRIF, il s'agit du réaménagement de "trois lignes, de l'installation des nouveaux appareils des systèmes de signalisation ferroviaire et de télécommunications ainsi que de l'électrification de ces lignes pour la première fois", ajoute la même source. Réalisés par l'ANESRIF, ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la modernisation du réseau ferroviaire d'Alger et de sa périphérie et ce à partir de la gare d'Alger vers la gare Agha. Ces travaux consistent en la rénovation des barrières des

passages à niveau, de l'aménagement des quais de gare, de la rénovation du système d'aiguillage, de la mise en place d'un nouveau système d'électrification et d'un nouveau système de télécommunications, outre l'enlèvement des

rails usés. Il est question également du nivellement de la plateforme, du renouvellement du système d'aiguillage, de la réalisation de postes de contrôle des signalisations à distance et du contrôle du trafic ferroviaire ainsi que du

passage du système ordinaire de télécommunications au Système Global de Communication Mobile ferroviaire (GSM-Rail), a conclu l'ANESRIF.

R. E.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الغذائية واسعة الإستهلاك ليوم 22 فيفري 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 22 février 2024

Prix du détail ¹			اسعار التجزئة		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	67	54	البطاطا
	Tomate	83	96	69	الطماطم
	Oignon sec	76	82	69	البصل الجاف
	Ail sec	503	573	433	الثوم الجاف
	Carotte	69	78	60	الجزر
	Navet	66	75	57	لفت
	Chou-fleur	52	60	45	قرنبيط
	Choux	57	64	50	كرنب
	Courgette	109	122	96	الكوسة
	Haricot vert	381	411	351	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	90	102	79	الخس
Fruits frais	Pomme locale	430	548	312	التفاح المحلي
	Datte	565	703	426	التمر
	Orange	137	166	108	البرتقال
	Mandarine	179	204	153	الماندرين
	Banane	322	334	310	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1748	1895	1600	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	426	439	413	الدجاج
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)

La méritocratie au service de l'excellence étatique

Le monde se met à l'école de Singapour, du Golfe persique en passant par la Chine, en même temps qu'il se durcit. Le gouvernement représentatif démocratique qui n'était plus contesté par le modèle socialiste du parti unique idéologique l'est aujourd'hui par le modèle du parti unique méritocratique. Le modèle de gouvernement représentatif se répand dans le monde avec l'hégémonie occidentale, il se réduit souvent dans les sociétés périphériques à une ou un semblant de démocratie électorale.

4^e partie et fin

Par Arezki Derguini (*)

En matière d'élite, le point de départ était le même, mais le président algérien n'ira pas aussi loin que le président singapourien. L'élite dont il disposait était peu nombreuse et formée à l'école française. Il ne pensa pas à l'élargir rapidement et systématiquement. Il n'envisagea pas de retourner l'influence française en faveur de l'Algérie. Il eut plus le souci de la contrer. De surcroît, les ressources dont il disposait ne le contraignaient pas à user de son avantage comparatif naturel (géographie et énergie humaine) pour développer les élites sociales et leur savoir. Il pouvait recourir à l'expertise étrangère en lieu et place de l'expertise locale. Il ne voyait pas que seule la mise au travail de l'expertise locale, avec l'aide de l'expertise locale si nécessaire, est le seul moyen de développer ses capacités. Le parti unique qui regroupait civils et militaires, ne se fera pas parti dominant d'une démocratie électorale, ne recrutera ni dans les élites sociales, ni ne se souciera de leur formation, il ne sera pas le creuset politique de la société, il ne sera pas l'instrument de la formation des élites sociales. La séparation du civil et du militaire au sein du parti unique, puis la fin de ce dernier avec le multipartisme, réservera le pouvoir de décision à une élite militaire ; bien que celle-ci soit de composition populaire, son organisation ne pouvait pousser qu'à une plus grande concentration de la décision politique, elle enlèvera ainsi à la société son instrument de formation et de sélection politiques. Il ne pouvait être question finalement de mobiliser profondément la société, mais seulement de la piloter. Une société qui du reste avait été largement engagée dans un processus de privatisation de la vie sociale. La séparation du civil et du militaire qui n'était ni originaire de la société ni réellement fonctionnelle n'aura pas l'efficacité qu'elle a eue dans les sociétés guerrières européennes. Elle conduira de plus à une concentration de la décision politique, concentration qui devra autoriser une partie de sa hiérarchie à investir dans les affaires et qui accentuera le caractère autoritaire de l'État. La performance et la résilience d'une société résident dans sa capacité à faire jouer les termes de ses oppositions les uns dans les autres, à passer du civil au militaire et inversement, de l'économie au social et inversement, de l'économie au militaire et inversement, etc.. Ainsi seulement la mobilisation de la société peut être profonde et large autour de ses objectifs pour relever les défis auxquelles elle est confrontée. Nous le voyons bien aujourd'hui, les sociétés riches ont du mal à s'adapter aux nouvelles contraintes physiques. Les agriculteurs européens en donnent la parfaite illustration, ils ne peuvent se dégager du modèle productiviste qu'ils ont longtemps mis en œuvre. Exceller aujourd'hui ne signifie plus ce que cela a signifié hier. La technologie est une mauvaise servante de la pratique expérimentale, elle préfère la finance ; variable indépendante, elle a aussi des effets inattendus. Tout comme la démographie. Exceller signifie retenir les bons effets de la technologie sur la nature, l'économie, la société ; faire aller de pair économie et démographie. Le meilleur exemple qui me vient à l'esprit, de ce dernier point, est celui des nations scandinaves : les performances sont autant économiques, que sociales et démographiques. Cela ne signifie pas donc une société qui court après la suprématie tech-

nologique, mais qui s'en protège ; cela ne signifie pas une société qui subit les effets d'une technologie au service de la finance, donc des plus riches, mais une société qui expérimente et s'efforce d'intérioriser les effets positifs et annihile les effets négatifs. Cela ne signifie pas non plus une société qui néglige sa démographie, mais qui l'entretient. Économie, technologie, démographie et nature sont l'une dans l'autre, se contrarient ou se complètent. C'est leur soumission à l'hégémonie de l'économie marchande, qui les désarticule. Parti et doctrine économique et politique. La question de la doctrine économique et politique et celle du parti politique pose un dilemme semblable à celui de l'œuf et de la poule : qui est premier ? Pour faire un parti, il faut une doctrine, mais pour produire une doctrine, il faut une pratique politique. Le parti unique, plus précisément le parti dominant du multipartisme, comme creuset de la formation et de la sélection d'une classe moyenne au service de l'excellence étatique, n'est un creuset que dans la mesure où il réussit à faire produire à la société sa doctrine politique et économique. On ne peut pas imaginer aussi ce creuset autrement qu'à l'image d'une vie sociale active animée par la liberté de penser. Dans ce parti, discipline et liberté feront bon ménage, la liberté donne la vie à la discipline et la discipline « porte » la liberté. Le parti dominant à la différence du bipartisme a la capacité de protéger cette liberté de penser, à la protéger de sa réduction à la seule liberté négative, à la protéger de l'immixtion des influences extérieures. L'alternance des partis au pouvoir dans le multipartisme ne garantit pas le renouvellement des élites. Le renouvellement des élites de bas en haut de la société est la seule façon d'éviter la séparation de la société et de l'État, dissociation qui conduit inéluctablement au délitement de l'État et à la prolifération de la violence. La doctrine économique et politique est ce qui accorde la société avec elle-même sur le long cours, inscrit le court terme dans le long terme. Elle représente une certaine unité de pensée de la société dans un temps plus ou moins long. Son élaboration exige une certaine expérimentation sociale, elle ne vient pas tout d'un bloc, mais se forme progressivement avec les leçons des échecs et des réussites de la société. Dans la société sans classes, la classe moyenne ne s'interpose pas entre une classe supérieure qu'elle aspire à gagner et une classe inférieure dont elle espère s'émanciper, une classe de grands propriétaires et une autre de sans propriété, elle assure la circulation des élites de la base de la société à son sommet. Le renouvellement de la société de haut en bas est constant au travers du renouvellement constant de sa classe moyenne dont la partie supérieure ne se détache pas ni ne se fixe en classe supérieure héréditaire. La position de la société dans le monde et la position de l'individu dans la société ne sont pas déconnectées. En sélectionnant dans la société, l'individu élève la société dans le monde. La doctrine économique et politique ce sont les valeurs (vouloirs) contextualisées d'une société. Deux exemples, dans notre société le rapport du civil et du militaire n'est pas bâti sur un rapport de classe : le civil n'est pas dans le militaire et le militaire pas dans le civil, alors qu'ils devraient être l'un dans l'autre. C'est la situation de paix ou de guerre qui aurait dû faire sortir l'un de l'autre. Une société sera vaincue si dans la guerre l'effort n'est pas celui de toute la société, si le militaire passe mal dans le civil.

Une société ne sera pas compétitive si l'effort militaire, l'énergie et la volonté du guerrier ne sont pas dans ceux du civil. Autre exemple, le rapport du travail et de l'argent qui s'illustre bien au travers du principe de l'intérêt financier. L'intérêt (en réalité l'usure) a été interdit par les religions du Livre, il a été rendu licite par la croissance économique. Avec la croissance, un individu quelconque peut prêter à un autre individu quelconque pourvu qu'il ait droit à une part de son profit. Dans la société des individus et de la propriété privée exclusive, on prêterait à celui qui garantit un retour, mais comme il est celui qui prend des risques, il empruntera à ses risques et périls. Liberté et responsabilité individuelles disent les libéraux. Le prêteur n'étant pas un associé, mais un créancier avec la relation d'asymétrie que cela suppose. Des effets de l'emprunt, on ne prend en compte que le retour en argent vers le prêteur, pas tous les effets sur la société, l'économie et la biosphère. La monnaie est ici encastrée dans la dette[6], j'ai comme envie de dire la dette privée. Car de dettes, on peut parler de celle que l'on doit à nos parents, à la société, au Créateur si l'on est croyant, à la nature si on ne l'est pas. En temps de décroissance et de besoins d'importants investissements d'infrastructure non rentables, l'intérêt comme retour sur l'investissement ne peut plus être garanti par la croissance, on investira non pas pour un retour d'argent supplémentaire, mais pour soutenir une vie commune. L'État ne peut pas être vu comme une famille qui doit équilibrer ses dépenses et ses recettes, mais comme une banque commerciale qui crée de la monnaie parce qu'il es-compte comme elle la création d'une richesse. Son déficit peut créer plus de valeur que ses dépenses. Sa limite c'est l'inflation, car alors l'économie et la société répondent mal à ses visées[7]. Comme disent les pragmatistes, ce sont les effets plus que les causes qui comptent[8]. Autre exemple, dans le sillage du précédent, le rapport de l'État et du marché, le premier peut être au centre ou à la marge du second. L'État peut être l'animateur du marché ou son pompier. « L'État singapourien est plus « fort » que l'État français en ce sens qu'il intervient, arbitre et décide plus fréquemment dans de multiples aspects de la vie économique et sociale. Mais ses dépenses publiques ne représentent que 17,8 % du PIB, contre 56,6 % en France (données FMI d'avril 2013) »[9]. À la différence du marché, l'État prend en compte tous les effets sociaux, financiers et non financiers, de toutes ses interventions financières et non financières. Des interventions non financières peuvent avoir plus d'effets financiers que ses interventions financières. Pour cela cependant, il faut que par son excellence, l'État ait occupé réellement le sommet de la société. Ces changements ont besoin de nouvelles valeurs (croyances, désirs et volontés) et institutions, de nouveaux rapports sociaux. Ainsi, dans la société et l'économie, les intérêts collectifs doivent autant compter sinon supplanter les intérêts privés[10], préférence peu compatible avec la société des individus possessifs qui délient intérêts particuliers et intérêts collectifs pour ne confier leur articulation qu'au marché (concurrence) et/ou à l'État (volonté générale).

Cohérence du modèle singapourien

Pour ne pas terminer cet article sans avoir donné une plus cohérente description du mo-

dèle singapourien, voici comment Murat Lama décrit l'expérience singapourienne au travers des principales idées qui ont comme marqué ses différentes étapes. 1. D'abord la dynamique de l'immigré, doté d'un « véritable esprit de compétition ». Valorisée, elle explique le dynamisme de cette nation d'immigrés qu'est Singapour. 2. Ensuite se révèle le facteur explicatif le plus décisif de la réussite singapourienne : la méritocratie au service de l'« excellence étatique ». 3. Avec la mise en place d'une société disciplinaire et d'une lutte anticorruption impitoyable. Là est sans doute le facteur explicatif le plus déterminant des réussites de la cité-État avec celui de la méritocratie. 4. Ce qui vérifie le fait que le développement ne peut réussir sans préserver ses racines et sa propre culture. 5. Et ce qu'accomplit la « démocratie à parti dominant » plus adaptée aux sociétés sans forte discipline sociale.[11] En guise de conclusion. Nul besoin aujourd'hui de parti unique, donc nulle raison de vouloir l'instituer, ni de supprimer le multipartisme, il suffit d'un parti dominant parce que méritocratique et attractif, qui fait la preuve de ses capacités dans le cadre d'une démocratie électorale pour être le creuset de la formation d'une méritocratie au service de l'excellence étatique. L'excellence étatique qui va de pair avec une doctrine qui fait prévaloir l'intérêt collectif sur l'intérêt particulier est ce qu'il faut retenir d'abord du modèle singapourien. L'État se retrouve ainsi au centre de l'économie (marchande et non marchande) et au sommet de la société. Ainsi se définit la souveraineté. Comme il a été dit précédemment, il faut pour cela refaire confiance à la société (remettre le militaire dans le civil, l'économie dans la société) afin qu'elle puisse retrouver son histoire et sa trajectoire anthropologique. Ce n'est que par l'expérimentation que cela peut refaire surface, prendre corps. On ne pourra procéder que par échecs et réussites pour être instruits. L'échec doit faire partie de la réussite. Ce n'est que par l'expérimentation que l'on pourra refaire l'unité de toutes les différenciations qui animent notre société, différenciation de l'élite et de la société, des hommes et des femmes, etc.. Discipline et liberté ne sont pas antinomiques, elles sont complémentaires, cela devient évident dès lors qu'on se soumet à l'expérimentation. (*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia. [6] Jézabel Couppey-Soubeyran, Pierre Delandre, Augustin Sersiron Le Pouvoir de la monnaie. Transformons la monnaie pour transformer la société. (Éd. Les Liens qui libèrent, janvier 2024). La doctrine ne séparera pas la transformation de la monnaie et la transformation de la société. [7] Stéphanie Kelton. Le mythe du déficit. La théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple. Les Liens qui Libèrent. Paris. 2021. Je découvre ce livre au moment où j'achève l'article. [8] C.S. Peirce énonce ainsi le principe du pragmatisme : « Considérer quels sont les effets pratiques que nous pensons pouvoir être produits par l'objet de notre conception. La conception de tous ces effets est la conception complète de l'objet. » Le proverbe selon lequel l'enfer serait pavé de bonnes intentions, en est comme une traduction. [9] Murat Lama, op. cit.. [10] Le livre La puissance de la monnaie, semble aller dans ce sens avec la notion de monnaie volontaire. Mais il faudrait préciser comment intérêt privé et intérêt collectif doivent s'emboîter pour que la monnaie volontaire puisse coexister avec la monnaie bancaire. [11] Murat Lama, cit. op.

MOSTAGANEM

Plus de 100 projets au profit du secteur des Ressources en eau

Le secteur des Ressources en eau dans la wilaya de Mostaganem a bénéficié de plus de 100 nouvelles opérations pour un montant de 2,3 milliards de dinars, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a présidé, récemment, une réunion de l'exécutif local consacrée au suivi et au diagnostic de la situation, ainsi qu'aux perspectives du secteur des Ressources en eau notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable (AEP) et l'assainissement. Lors de cette réunion, le nouveau programme de développement affecté à cette collectivité locale, à mettre en œuvre au titre de l'exercice 2024, a été passé en revue, a fait savoir la même source. Il convient de souligner dans ce contexte que des procédures sont actuellement en cours dans la wilaya pour le lancement de 109 projets dotés d'une enveloppe financière évaluée à 2, 3 milliards de dinars puisée de différentes sources de financement, a-t-on fait savoir. En outre, l'accent a été mis lors de cette réunion sur le captage et la mobilisation des ressources hydriques, souterraines ou de surface, pour l'approvisionnement de la population de la wilaya en eau potable, dont les besoins journaliers sont estimés à 227.000 mètres cubes. A ce propos, le responsable de l'exécutif local a instruit d'élaborer d'ores et déjà un programme spécifique pour la prochaine saison estivale et pour le mois de Ramadhan, insistant sur le suivi quotidien de la situation de l'approvisionnement en eau potable de la population des différentes zones de la wilaya, en plus de la nécessité d'œuvrer pour trouver une solution idoine aux problèmes des perturbations et des coupures. S'agissant du volet assainissement, il a fait état de la réception, entre 2022 et 2023, de 7 projets dont l'exploitation a fortement contribué à la consolidation du réseau d'eau potable à travers diverses zones d'habitation de la région, en attendant la mise en œuvre de nouveaux projets similaires. Par ailleurs, M. Boudouh a insisté sur l'impératif de lancer dans les plus brefs délais les chantiers de nouveaux projets et à clôturer les anciens dont les travaux sont achevés.

TOUGGOURT

Investissements prometteurs au diapason de la démarche de l'Etat pour la sécurité énergétique

Des investissements prometteurs ont été engagés par l'Etat dans la wilaya de Tougourt dans le but de consolider ses capacités de production des hydrocarbures dans le cadre d'une approche stratégique visant à assurer la sécurité énergétique durable dans le pays, affirme la direction de l'Energie et des mines (DEM) de la wilaya de Tougourt.

Ainsi, l'entrée en production graduelle en 2015 du Complexe industriel pétrolier de "Bir-Sebâa", situé sur le territoire de la daïra de Taïbet (Sud-est de la wilaya de Tougourt), fait partie des importants investissements lancés pour la production et le traitement du pétrole brut, a-t-on expliqué. Géré par l'Entreprise nationale des hydrocarbures, Sonatrach, en partenariat avec des sociétés étrangères à savoir la thaïlandaise (PTTEP) et la vietnamienne (PVEP), le Complexe de "Bir-Sebâa" produit plus de 20.000 barils/jour (b/j) de pétrole brut et un (1) million/M3 de gaz associé par jour, a fait savoir le directeur du secteur, Abdelkamel Annane. Employant près de 400 personnes, techniciens, ingénieurs et cadres gestionnaires, ce complexe énergétique s'emploie, dans le processus de traitement du pétrole brut, à utiliser des nouvelles technologies en tenant compte des conditions de préservation de la santé, de sécurité et de l'environnement par notamment la récupération

d'importantes quantités d'éléments métaux, le traitement et la déminéralisation des eaux industrielles, en vue de leur réexportation dans les opérations de forage des puits de pétrole, a expliqué ce responsable. Ce fleuron industriel en plein désert dispose de deux centres de collecte et de pompage assurant le transport, par voie d'un oléoduc de 114 pouces d'un gazoduc de 12 pouces, des quantités de production vers le centre de distribution des hydrocarbures de Hassi-Messaoud, sur une distance de 110 km. Les responsables de ce complexe tablent sur la mise en œuvre d'un ambitieux programme d'investissement destiné à augmenter les capacités de cette infrastructure énergétique, notamment en termes d'installations de traitement et de développement des activités de prospection et d'exploration d'une manière performante et efficace devant permettre, à court terme, l'augmentation de la capacité de production à plus de 40.000 b/j, a-t-il souligné. Dans le même sillage, M.

Annane a fait part de la réalisation d'une infrastructure de séparation primaire RAMA, relevant de la Sonatrach, d'une capacité de traitement de 60.000 b/j de brut extrait de 40 puits pétroliers. Les responsables de cette installation nourrissent, à la lumière de la stratégie de l'Etat portant valorisation des ressources énergétiques et extension des activités d'investissement dans le secteur des hydrocarbures, de larges ambitions de développement de cette installation énergétique, à travers son raccordement à 60 puits pétroliers pour atteindre, à l'horizon 2026, une capacité de production de 80.000 b/j.

Quatre centrales photovoltaïques en perspective à Tougourt

La wilaya de Tougourt recense, dans le cadre de la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables pour la réalisation de la transition énergétique, un ambitieux programme d'investissement portant concrétisation, au niveau des communes de Tougourt, Témachine et

Noggar, de quatre (4) centrales photovoltaïques d'une capacité de production globale de 440 Mégawatts, a fait savoir le même responsable. Lancé début 2024, ce projet prometteur, dont les travaux de réalisation ont été confiés au Groupe Cosider, en partenariat avec une société italienne, constitue une valeur ajoutée à l'économie nationale et devrait impulser la cadence de développement dans cette région dans le cadre des efforts de l'Etat visant à développer les énergies renouvelables et gagner le pari de la sécurité énergétique. Il est à noter que d'autres opérations d'investissement dans le secteur de l'Energie dans la wilaya de Tougourt, sont engagées, consistant notamment en la réalisation de deux centres de stockage de carburants et produits énergétiques dans les communes d'El-Hedjira et Sidi Slimane, en plus de 22 autres projets portant réalisation de stations-services pour porter le nombre de ces installations à 42 stations d'une capacité de stockage de 4.910 M3 de carburants.

UNIVERSITÉ « SAAD DAHLAB » À BLIDA

Agrément ministériel à un projet de développement d'engrais naturels

Un projet de production d'engrais naturels, premier du genre au niveau national, développé par l'université Blida1 « Saad Dahlab », durant quatre ans, a été agréé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a-t-on appris, auprès de cette université. Il s'agit d'un projet algéro-canadien pour le développement d'engrais naturels, fruit d'une coopération entre l'Université Blida 1 et le Centre d'études chimiques appliquées du Québec (Canada), qui été approuvé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, en obtenant son agrément officiel, a indiqué à l'APS, le directeur du projet, le Professeur Ali Aouabed. Suite à cet agrément, le recteur de l'université Blida 1, Pr.Moha-

medBezzina a annoncé la mise sur pied d'une filiale de l'université dénommée « Mycorrhizae », avec le lancement de la production et de la commercialisation du produit, en vue d'une contribution à une agriculture durable en Algérie. Ce projet lancé au niveau de l'université en 2019, prévoit la production d'engrais organiques écologiques à partir de champignons naturels localisés dans les racines des plantes dans le but d'améliorer la qualité et le volume des productions agricoles et contribuer, ainsi, à la sécurité alimentaire en développant des engrais naturels, à l'opposé des produits chimiques exploités actuellement, et de plus, nocifs pour la santé publique. Selon le Pr. Aouabed, ces engrais ont donné des

résultats « très encourageants » en terme de rendement agricole, particulièrement en saison de sécheresse ou dans les zones désertiques, suite à la distribution, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya de 500 kg d'engrais bio à un échantillon d'agriculteurs, qui les ont testés sur leurs cultures, notamment des agrumes, des légumineuses et même des céréales. De nombreux agriculteurs ayant expérimenté ces champignons, en tant qu'alternative aux engrais chimiques, se sont dits « satisfaits » des résultats de cette expérience ayant contribué, selon eux, au développement rapide de leurs cultures, notamment dans les champs de pomme de terre, où ils ont constaté une croissance plus rapide

des cultures comparativement aux champs fertilisés avec des engrais chimiques. Parallèlement à la création d'une filiale de production d'engrais biologiques, l'université Blida1 œuvre, également, en vue de bénéficier de financements auprès des industriels et des opérateurs économiques, « pour développer ce projet et étendre la commercialisation de ce produit à une plus grande échelle, à travers la mise sur pied de deux usines pour la production d'une moyenne de 50 tonnes/jour d'engrais. L'objectif étant la couverture des besoins du marché local en la matière, et partant mettre un terme à son importation », a expliqué le même responsable.

L'Inde rêve de remplacer la Chine comme usine du monde

Les annonces prestigieuses se multiplient comme autant de trophées pour l'Inde. Le géant sud-asiatique, qui rêve de rivaliser avec la Chine dans les chaînes de valeur mondiales, peut se targuer d'avoir attiré, ces dernières années, les plus grands noms de l'électronique. Apple fabrique désormais en Inde des iPhone 15, Google son nouveau Pixel 8 et Samsung son Galaxy S24. Même Elon Musk envisage d'y implanter une usine de véhicules électriques. Apple incarne le pari indien d'un nombre grandissant de multinationales.



Par Carole dieterich

L'entreprise à la pomme a commencé à assembler des modèles d'iPhone bas de gamme en Inde dès 2017, puis a développé ses capacités manufacturières grâce à ses sous-traitants taiwanais comme Pegatron et Wistron. A partir de 2022, Apple a passé la vitesse supérieure et s'est mis à fabriquer ses derniers modèles, d'abord avec l'iPhone 14, puis avec l'iPhone 15. Entre 12 % et 14 % des iPhone vendus dans le monde sont fabriqués en Inde, mais, d'ici à la fin de 2024, un quart de tous les smartphones d'Apple devraient sortir des usines indiennes.

« Make in India »

L'arrivée de ces géants suscite l'euphorie. Indiens de la classe moyenne, membres du gouvernement, vedettes de cinéma et même grands patrons locaux, tous affichent leur fierté face à ce nouvel attrait. « J'étais récemment dans un magasin Verizon aux Etats-Unis pour obtenir une carte SIM locale, et j'ai fièrement informé le vendeur que mon iPhone 15 avait été fabriqué en Inde », s'était ainsi réjoui Anand Mahindra, à la tête du conglomérat Mahindra & Mahindra, au mois d'octobre 2023 sur le réseau social X. Il a aussi assuré que, dès que le Google Pixel 8 fabriqué en Inde sera disponible dans les magasins, il s'en procurera un. « Très souvent, vous avez des entreprises phares

qui donnent le ton », a, pour sa part, jugé Piyush Goyal, ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier espère que l'exemple d'Apple permettra d'envoyer un « signal fort » aux entreprises à travers le monde. Les exportations indiennes de smartphones ont doublé au cours de l'année budgétaire, qui s'est achevée en mars 2023, pour atteindre environ 11 milliards de dollars (10,2 milliards d'euros). Le gouvernement de Narendra Modi nourrit de longue date l'ambition de faire de l'Inde la nouvelle usine du monde. « Je veux lancer un appel au monde entier (...) : "Venez fabriquer en Inde" », avait-il déclaré lors de son premier discours prononcé à l'occasion de la Fête de l'indépendance, en 2014. A peine arrivé au pouvoir, le nationaliste hindou avait dévoilé l'une de ses initiatives phares : le programme Make in India, qui a vocation à favoriser le secteur manufacturier du pays et qui ne représente que 17 % du produit intérieur brut. La stratégie a notamment consisté à augmenter les droits de douane pour encourager la production locale. Les taxes à l'importation s'élevaient, en 2022, à 18 % en moyenne. C'est plus qu'en Thaïlande ou au Vietnam. En 2020, l'Inde a introduit des « incitations liées à la production », qui sont en quelque sorte des subventions à l'exportation, pour un montant de près de 22 milliards de dollars à destination de 14 secteurs-clés comme la production de smartphones ou les produits médicaux et les composants automobiles. « Historiquement, l'Inde n'est pas très ouverte sur le commerce international, et la stratégie

du gouvernement – assez basique – consiste à limiter les importations, notamment de Chine, avec des droits de douane élevés, et à subventionner les exportations », résume Catherine Bros, professeure d'économie à l'université de Tours et chercheuse au Laboratoire d'économie d'Orléans. L'Inde, devenue le pays le plus peuplé de la planète devant la Chine, est encore loin de pouvoir supplanter sa grande rivale dans le commerce mondialisé. « L'idée que l'Inde pourrait se substituer à la Chine est récurrente, mais si l'on regarde les chaînes de valeur mondiales, elle n'est pas sur les mêmes segments que la Chine et se situe plutôt en aval. Donc, l'effet de substitution est anecdotique et se fait sur des produits de type iPhone », juge Mme Bros.

Manque de main-d'œuvre

Pour créer un écosystème plus favorable, l'Inde a notamment annoncé, le 30 janvier, une réduction des taxes à l'importation sur plusieurs composants de smartphones, dont beaucoup sont importés de Chine. Le géant sud-asiatique devra relever plusieurs défis pour réellement rivaliser avec son voisin. Les infrastructures, en dépit des efforts considérables entrepris par le gouvernement au cours des dix dernières années, restent sous-développées, et l'approvisionnement en électricité connaît des ratés. Autant de contraintes qui freinent les investisseurs. Si la crème des ingénieurs indiens jouit d'une excellente réputation dans le

monde, le pays souffre également d'un manque de main-d'œuvre qualifiée. Quelque 350 millions de personnes ne savent ni lire ni écrire, et seule une infime part de la population possède une formation professionnelle. Par ailleurs, d'autres pays, comme le Vietnam, l'Indonésie, le Mexique ou la Thaïlande, font de la concurrence à New Delhi, en attirant les investisseurs désireux de ne plus tout miser sur Pékin. « La Chine, c'est 30 % de la valeur ajoutée mondiale dans les biens manufacturés, contre 3 % pour l'Inde. Il faudrait une croissance du secteur manufacturier ultra-rapide pendant vingt ans pour que l'Inde rattrape ce retard », juge Vivien Massot, économiste et directeur de la filiale Inde de Tac Economics, une société d'analyse du risque économique. Mais la croissance indienne de 7,3 % et sa population de 1,4 milliard d'habitants attirent les entreprises soucieuses de pouvoir accéder à ce marché en pleine expansion.

« Cela se fait sur des créneaux précis, sur une technologie précise, sur un produit », estime M. Massot, qui souligne que, parmi les entreprises françaises implantées en Inde, la plupart le sont pour accéder au marché intérieur plutôt que pour y installer des unités de production. Les politiques économiques du gouvernement demeurent largement interventionnistes et pourraient refroidir les investisseurs.

Par exemple, au mois d'août 2023, le gouvernement avait brusquement annoncé des restrictions sur l'importation des ordinateurs portables, afin de favoriser la production locale. La mesure avait créé la panique dans ce secteur, avant d'être retirée. Le gouvernement est aussi montré du doigt pour ses liens avec le monde des affaires, notamment avec Mukesh Ambani et Gautam Adani. Les conglomérats de ces deux magnats ont connu une ascension folle depuis l'arrivée au pouvoir du nationaliste hindou. « Le problème fondamental est que le gouvernement indien n'a pas de politique industrielle cohérente. A l'instar de la Chine, pour laquelle il entretient une fascination, l'Inde approche la question par morceaux », souligne Anand Parappadi Krishnan, chercheur associé au Centre d'excellence pour les études himalayennes de l'université Shiv-Nadar, dans la banlieue de Delhi. « Le gouvernement indien traverse la rivière en tâtonnant les pierres, pour reprendre un proverbe chinois », conclut-il.

Source : Le Monde

EGYPTE

La Banque du Caire obtient un prêt de 50 millions \$ de la BERD pour financer des PME

Un an après l'octroi d'un financement conjoint de 100 millions \$ à la Banque du Caire, la BERD renforce son partenariat avec la filiale de la Banque Misr. La Banque du Caire (BDC) a conclu ce vendredi 23 février un accord de prêt de 50 millions \$ avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

L'établissement, en activité depuis 1952, utilisera ce financement pour accroître son soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'à des firmes dirigées par des femmes. La filiale de la Banque Misr prévoit d'octroyer au moins 10 millions \$ aux microentreprises détenues par des femmes, afin de stimuler leur compétitivité.

6e plus grande banque d'Egypte avec un actif total de 13 milliards \$, à fin juin 2023, la Banque du Caire renforcera son portefeuille de prêts à l'endroit de sa clientèle PME et étendra son activité de financement à travers le pays.

« Ce financement soutiendra des projets dans des régions à l'extérieur de la capitale, en capitalisant sur la présence géographique de la BDC, notamment en Haute-Egypte, qui représente environ 55 % de la clientèle de la banque, dont les femmes et les jeunes représentent respectivement 35 % et 40 % », explique Tarek Fayed, directeur général de la Banque du Caire.

Le financement fait suite au prêt subordonné de 100 millions \$ obtenu par la Banque du Caire auprès de la BERD et de la British International Investment il y a un an. La ressource visait à renforcer les fonds propres de niveau II de la banque.

IRAK

Inauguration d'une importante raffinerie de pétrole dans le nord

Le Premier ministre irakien a inauguré vendredi une importante raffinerie de pétrole à Baiji dans le nord du pays riche en hydrocarbures, nouveau projet devant permettre au gouvernement de réduire sa dépendance aux importations de carburants.

Cette unité de raffinement, dotée d'une capacité de traitement de 150 000 barils par jour (bpj), avait été réduite à un tas de ruines lors des combats ayant opposé les jihadistes du groupe État islamique (EI) aux forces de sécurité irakiennes entre juin 2014 et octobre 2015, et qui s'étaient soldés par l'éviction du groupe jihadiste hors de Baiji.

Saluant un « projet vital », le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a assuré vendredi que la raffinerie était un pas de plus vers l'auto-suffisance, et devait aider le pays à « cesser toute importation de dérivés pétroliers », un objectif que les autorités espèrent atteindre d'ici mi-2025, via le lancement d'infrastructures supplémentaires.

« Malheureusement, l'Irak qui est connu pour ses richesses pétrolières et produit

quatre millions de barils par jour, importe des dérivés pétroliers », a rappelé le chef du gouvernement, lors d'une cérémonie d'inauguration diffusée à la télévision publique. Ravagé par des décennies de conflits ayant mis à genoux ses infrastructures, l'Irak importe environ la moitié de ses besoins en carburants, essence et autres dérivés pétroliers, selon les autorités. Baiji et sa région, à 200 km au nord de Bagdad, fut un temps la vitrine industrielle de l'Irak, avec plusieurs raffineries et centrales thermiques ainsi qu'un noeud ferroviaire et un carrefour d'oléoducs. La ville a ensuite connu d'importants pillages et Baiji a été déclarée zone sinistrée par le Parlement en 2016. Le complexe, construit en 1975, pouvait raffiner avant la guerre entre 250 000 barils et 300 000 quotidiennement.

Aujourd'hui, après l'inauguration de ven-

dredi, « la capacité de raffinement effective » du complexe est de 250 000 bpj par jour, a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère du Pétrole Assem Jihad, rappelant que ces dernières années deux unités de traitement avaient déjà été remises en service.

Par ailleurs « les raffineries du sud ont été développées avec l'ajout de nouvelles unités, et elles ont atteint une capacité de raffinement de 280 000 bpj », a-t-il ajouté, en allusion aux raffineries de Bassora.

En avril 2023, les autorités ont inauguré une raffinerie à Kerbala (centre), qui à terme doit atteindre une capacité de traitement de 140 000 bpj.

L'Irak est le deuxième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avec près de 4 millions de barils par jour (bpj). L'or noir représente 90 % de ses revenus.

KOWEÏT

Le ministère des Finance anticipe un déficit budgétaire pour l'exercice 2024-2025

Plus précisément, les autorités prévoient des recettes estimées à environ 18,7 milliards de dinars (60,8 milliards de dollars), en baisse de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent, et des dépenses totales estimées à environ 24,5 milliards de dinars (79,6 milliards de dollars), soit une baisse de 6,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le ministère prévoit donc un déficit budgétaire à environ 5,9 milliards de dinars (19,1 milliards de dollars), soit 13,5 % de moins que l'exercice précé-

dent. Renforcement de la coopération entre le Koweït et l'Arabie saoudite à la suite d'une visite de l'émir du Koweït. Les deux pays ont annoncé renforcer la coopération dans des domaines variés incluant les hydrocarbures et les technologies vertes. Ils ont souligné l'importance de leur coopération dans le cadre de l'OPEP+.

Un memorandum of understanding a été signé dans le domaine de la cybersécurité et aussi un accord sur le projet de connexion ferroviaire reliant le

Koweït à l'Arabie Saoudite. Un rapport de la National Bank of Kuwait (NBK) prévoit un léger rebond dans l'activité immobilière en 2024. Le dernier trimestre 2023 a vu la meilleure performance par rapport au trimestre précédent (+13,6 % QoQ) depuis le T2 2022.

L'année a tout de même été difficile pour le secteur, avec la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation de la valeur des logements et l'attractivité d'autres classes d'actif

NOUVEAU DÉCOUPAGE TERRITORIAL EN TUNISIE

Les régions prennent en main leur développement

Depuis des années, les disparités se creusent entre les régions du pays. Pour répondre à cette problématique, un nouveau projet de découpage territorial a vu le jour. Ce dernier revêt une grande importance pour l'aménagement du territoire. En fusionnant certaines régions, l'État entend instaurer un nouveau mode de gouvernance territoriale avec des régions dotées de ressources propres et appelées à être des locomotives du développement intégré et durable sur les plans économique, social, culturel et environnemental. Cette reconfiguration a été faite sur la base d'un certain nombre de critères

axés sur les principes d'efficacité, d'homogénéité, de proportionnalité, d'équilibre, d'accessibilité et de proximité. La Tunisie a adopté beaucoup de plans de développement, qui ne lui ont pas permis d'atteindre tous les objectifs escomptés d'une manière efficace dont les plus ultimes sont l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la réduction des disparités entre les régions.

Défis à surmonter

Le nouveau découpage territorial est un processus qui en est au début et qui a des perspectives de développement

prometteuses mais sa mise en œuvre subit encore des défis à surmonter. Il n'y a pas de découpage régional parfait et, quels que soient les approches et les indicateurs retenus, le débat sur la pertinence du découpage régional sera toujours à l'ordre du jour.

La nouvelle carte territoriale constitue un enjeu de première importance pour l'aménagement du territoire. Le découpage régional actuel s'inscrit dans les orientations et les options de l'aménagement du territoire.

Selon Samir Lazaar, directeur général du développement régional au ministère de l'Economie et de la Planifica-

tion, en termes de planification, « chaque district aura droit à son propre plan de développement qui sera aligné sur les orientations nationales. Afin de s'adapter au nouveau découpage territorial, les schémas directeurs d'aménagement territorial seront également révisés et un nouveau système de recensement de la population sera mis en place.

La création de plusieurs pôles urbains dans des villes intermédiaires est, par ailleurs, envisageable, étant donné la relation de corrélation entre le taux d'urbanisation et l'amélioration des indicateurs de développement ».

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 1000 milliards FCFA d'investissements ont été agréés par le CEPICI en 2023

Dans le cadre du PND 2021-2025, la Côte d'Ivoire envisage de mobiliser 59 000 milliards FCFA d'investissements, soutenus en grande partie par le secteur privé. Guichet unique de l'investissement en Côte d'Ivoire, le CEPICI s'est engagé à contribuer à hauteur de 20% des investissements privés.

Le Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) a annoncé un important succès financier lors de sa conférence bilan du jeudi 22 février 2024, avec plus de 1000,15 milliards FCFA d'investissements agréés, représentant une augmentation de 6% par rapport à l'année précédente et une croissance significative par rapport à 2021. Selon la Directrice Générale Solange Amichia, cette réussite découle d'une stratégie ciblée, basée sur la stratégie nationale mise en place par l'Etat. « Nous avons d'abord identifié les pays les plus actifs en matière d'investissements directs étrangers, puis nous nous sommes concentrés sur les secteurs clés, en adéquation avec les orientations du Plan Na-

tional de Développement (PND) qui définit nos priorités sectorielles ». En parallèle, le nombre d'entreprises créées a considérablement augmenté, atteignant plus de 25 429 l'année dernière, grâce aux initiatives visant à promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME), faisant passer le nombre d'entreprises créées quotidiennement de 13 en 2013 à 101 en 2023. Dans le cadre du PND, la Côte d'Ivoire vise à accroître son taux d'investissement pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure d'ici 2030, avec un programme prévoyant d'atteindre 27,1% du PIB en investissements d'ici 2025, principalement axé sur le secteur privé. Le CEPICI s'est engagé à mobiliser 6400

milliards \$ d'investissements privés sur la période 2021-2025, en mettant l'accent non seulement sur la valeur ajoutée mais aussi sur la durabilité, en accord avec les objectifs nationaux de développement durable, en particulier dans l'agriculture. Solange Amichia a souligné l'attractivité des secteurs industriel, des services et agricole pour les investisseurs, et a exprimé le besoin urgent d'un siège unique pour le CEPICI afin de mieux servir ses objectifs. Cette demande semble rencontrer une réponse favorable du gouvernement. Pour l'année 2024, le CEPICI vise à mobiliser un total de 1454 milliards FCFA d'investissements, poursuivant ainsi une trajectoire de croissance remarquable.

CAMEROUN

520 milliards de FCFA d'équipements en 2022 importés

Les machines et appareils mécaniques ou électriques ont représenté 10,6% du total des dépenses d'importation du pays en 2022, renforçant ses capacités de production. A côté des carburants et lubrifiants, ainsi que des produits du règne végétal, les machines et appareils mécaniques ont été parmi les plus importants postes des dépenses d'importation du Cameroun en 2022. Au cours de la période, révèle l'Institut national de la statistique (INS) dans son rapport 2022 sur le commerce extérieur du

Cameroun, le pays a importé ces équipements pour une valeur totale de 520 milliards de FCFA (contre 608,3 milliards de FCFA pour les produits du règne végétal). « Les machines et appareils mécaniques ou électriques jouent un rôle crucial dans le développement économique du pays. Les importations de cette catégorie de biens représentent 10,6% du total des dépenses d'importation en 2022 et se chiffrent à 520 milliards de FCFA. Ce qui illustre le renforcement des capacités du Cameroun en équipements technologiques

», souligne l'INS dans son rapport. Ce dynamisme dans l'importation des équipements technologiques, du moins pour ce qui est des achats dans les pays de l'Union européenne (UE), peut s'expliquer par le démantèlement tarifaire progressif induit par la mise en œuvre des accords de partenariat économiques (APE) entre l'UE et le Cameroun. En effet, dans le cadre des APE, qui visent à instaurer une zone de libre-échange entre le Cameroun et les pays de l'UE, grâce à un démantèlement progressif

des tarifs douaniers, ces équipements sont classés dans les produits dits du 2e groupe. Pour les produits dudit groupe, dont le démantèlement tarifaire a débuté le 4 août 2017, au rythme d'une décote de 15% par an sur le droit de douane applicable, l'objectif est d'encourager la production locale. Le démantèlement du tarif douanier était rendu à 70% en août 2021, puis à 85% en août 2022, et atteint 100% depuis le 4 août 2023.

TANZANIE

Le cigarettier Philip Morris veut reprendre ses achats de tabac après 7 ans de pause

La Tanzanie a enregistré une récolte de tabac record en 2022/2023, ce qui l'a propulsé au rang de second producteur africain de la feuille après le Zimbabwe. Ce changement de statut ouvre de nouvelles perspectives de développement pour l'industrie locale. Le fabricant américain de cigarettes Philip Morris International (PMI) prévoit de relancer son approvisionnement en tabac depuis la Tanzanie.

C'est ce qu'a révélé le 22 février Hussein Bashe, ministre de l'Agriculture, qui précise que l'entreprise avait interrompu ses achats de tabac tanzanien depuis 2017. Selon les informations relayées par le quotidien local The Citizen, cette annonce intervient à la suite d'une rencontre qui s'est tenue entre Scott Coutts, vice-président senior des opérations de PMI, et la présidente Samia Suluhu Hasan qui était en visite au Va-

tican le 12 février dernier. Dans le cadre de ses nouveaux projets en Tanzanie, l'entreprise américaine s'engage à se procurer un stock minimum de 12 000 tonnes par an de tabac traité localement au cours des 5 prochaines années. « La société s'est également associée à une autre entreprise locale pour construire une usine de fabrication de cigarettes à Morogoro, et nous espérons qu'elle commencera ses activités d'ici la fin 2024 », se réjouit

M. Bashe. Ce regain d'intérêt de PMI intervient dans un contexte où l'appareil productif connaît une amélioration des performances. La récolte de tabac a en effet plus que doublé à 122 858 tonnes en 2022/2023 contre seulement 50 000 tonnes un an plus tôt, permettant au pays d'engranger 316 millions \$ de recettes à l'export. Dans le pays, le gouvernement ambitionne de faire passer la récolte à plus de 200 000 tonnes d'ici à 2025.

EQUINIX

La firme prévoit d'investir 390 millions \$ dans la construction de centres de données en Afrique

Le grand fournisseur mondial de data centers, qui est déjà présent en Afrique du Sud et dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, souhaite notamment étendre ses activités à l'Afrique de l'Est pour tirer parti de l'augmentation de la demande en matière de connectivité et de stockage sur le continent. Le groupe américain Equinix prévoit d'investir 390 millions de dollars dans la construction de centres de données en Afrique au cours des cinq prochaines années, en vue d'étendre ses activités actuelles concentrées en Afrique du Sud et en Afrique de l'Ouest à d'autres régions, a rapporté Bloomberg ce vendredi 23 février 2024, citant un dirigeant de ce plus grand fournisseur mondial de data centers. « Equinix est notamment à la recherche d'opportunités en Afrique de l'Est, et pourrait dépenser plus que 390 millions de dollars pour construire ou acquérir des centres de données dans cette région », a déclaré le directeur général du groupe pour l'Afrique du Sud, Sandile Dube. Et d'ajouter : « Nous continuerons d'investir là où cela s'avère judicieux sur le continent, et nous menons actuellement un certain nombre d'études pour déterminer ces opportunités ». Le groupe coté sur le Nasdaq a fait son entrée en Afrique il y a deux ans en rachetant MainOne-CableCompagny, un fournisseur majeur d'infrastructures numériques présent au Nigeria, au Ghana et en Côte d'Ivoire. Il a également entamé en 2023 la construction d'un centre de données à Johannesburg, en Afrique du Sud. « Nous aurons besoin de centres de données clés sur le continent, comme en Europe, et c'est pourquoi nous avons commencé par Lagos, Johannesburg et à terme, nous aimerions ajouter Nairobi », a souligné M. Dube.

POINT MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert, la BCE réitère sa prudence sur les taux

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi et consolidé leurs gains après les records de la veille, mais sur une note plus modérée, les responsables de la BCE ayant appelé à nouveau à la prudence concernant une réduction rapide des taux d'intérêt.

À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,7% à 7.966,68 points. Le Footsie britannique a gagné 0,28% et le Dax allemand 0,28%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,36%, le FTSEurofirst 300 de 0,42% et le Stoxx 600 de 0,42%. Le CAC 40 termine ainsi sa troisième semaine d'affilée en hausse et enregistre un gain hebdomadaire de 2,5%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 1,1%. Les Bourses européennes, qui ont connu une forte progression la veille dans le sillage des résultats de Nvidia, poids lourd de l'intelligence artificielle, ont évolué sur une note beaucoup plus modérée vendredi, le marché ayant reçu des commentaires de plusieurs responsables de la politique monétaire préconisant une approche prudente en matière de réduction des taux d'intérêt. Si la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a dit que les données sur la croissance des salaires en zone euro au quatrième trimestre étaient encourageantes, elle a également dit qu'elles n'étaient pas encore suffisantes pour donner à l'institut de Francfort la certitude que l'inflation a été vaincue. Les deux membres allemands du Conseil des gouverneurs de la BCE, Isabel Schnabel et Joachim Nagel, se sont également montrés prudents, appelant à ne pas céder à la tentation d'une baisse prématurée des taux et avertissant que les efforts pour ramener l'inflation à sa cible pourraient être plus difficiles que

prévu. Les investisseurs s'attendaient vendredi à ce que la BCE réduise ses taux d'intérêt 90 points de base en 2024, en baisse par rapport à 102 points de base lundi. Début février, ils misaient sur plus de 150 points de base. Les marchés auront de quoi alimenter leurs paris la semaine prochaine avec une salve de données sur l'inflation aux États-Unis, en zone euro et au Japon et avec les indices d'activité PMI en Chine.

Valeurs
Fnac Darty a grimpé de 7,8% après la publication de ses résultats pour 2023, marqués par le recul du résultat opérationnel mais une forte génération de trésorerie. Bouygues a perdu 1,6% après avoir signé un accord d'exclusivité pour le rachat de La Poste Telecom. Ailleurs en Europe, la banque britannique Standard Chartered a pris 4,8% alors qu'elle a annoncé un rachat d'actions d'un milliard de dollars après une hausse de 18% de ses bénéfices en 2023.

A Wall Street
À l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones gagnait 0,35% et le Standard & Poor's 500 0,13%, tandis que le Nasdaq Composite, à forte composante technologique, perdait 0,16% après le rallye de jeudi mené par le fabricant de semi-conducteurs Nvidia.

Les indicateurs du jour
La lecture révisée du PIB allemand a confirmé vendredi que la première économie d'Europe s'était contractée de 0,3% sur les trois derniers mois de 2023, tandis que le moral des entrepreneurs allemands s'est très légèrement amélioré en février.

Changes
Les marchés de changes restent stables. Le dollar recule (-0,03%) face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro prend 0,02% à 1,0825 dollar.

Taux
Les rendements obligatoires en zone euro ont fini en baisse vendredi, les responsables de la BCE continuant à réduire les espoirs d'une baisse rapide des taux. Le rendement du dix ans allemand a perdu sept points de base à 2,36%, et

celui du taux à deux ans environ quatre points de base à 2,8693%. Les marchés obligataires américains reculent également, avec celui à dix ans perdant sept points de base à 4,2539%, et celui à deux ans trois points de base à 4,6832%.

Pétrole
Les prix du pétrole reculent et sont en passe de mettre fin à une série de gains de deux semaines. Le brut souffre notamment des commentaires du gouverneur de la Fed Christopher Waller, qui a dit jeudi que la banque centrale américaine devrait retarder les réductions de taux d'intérêt d'au moins deux mois supplémentaires, ce qui pourrait ralentir la croissance économique et freiner la demande de pétrole. Le Brent perd 1,95% à 82,04 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progressant de 2,1% à 76,96 dollars.

WALL STREET

Le S&P 500 et le Dow terminent sur des records après Nvidia

Les indices S&P 500 et Dow Jones ont terminé sur des records vendredi à la Bourse de New York, qui a continué de profiter des actions liées à l'intelligence artificielle après les résultats de Nvidia, même si le Nasdaq Composite a lui terminé dans le rouge. L'indice Dow Jones a gagné 0,16%, ou 62,42 points, à 39.131,53 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 1,77 points, soit 0,03% à 5.088,80 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 44,80

points (-0,28%) à 15.996,823. Sur la semaine, le S&P 500 a gagné 1,7%, le Dow Jones 1,3% et le Nasdaq 1,4%. Malgré des gains moindres vendredi, les performances de Nvidia (+0,36) ont continué de retenir l'attention des marchés malgré les craintes liées aux taux d'intérêts de la Réserve fédérale. "Nvidia est l'une des sociétés clés, voire la société clé, de la hausse du Nasdaq et du S&P 500", a commenté Anthony Saglimbene, stratège en chef chez Ameriprise. Le géant des semi-conducteurs a tiré

dans son sillage d'autres grandes valeurs technologiques et de croissance au cours des séances précédentes, même si vendredi, Apple, Tesla et Meta Platforms ont terminé dans le rouge. Dans les autres secteurs, Carvana s'est envolé de 32,09% après avoir annoncé son tout premier bénéfice annuel. Parmi les baisses, Warner Bros Discovery a cédé 9,94% après avoir fait état d'une perte trimestrielle plus importante que prévu.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Février 2024				
Valeur : 26 Février 2024				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2893134.3043
1	EUR	EURO		145.7173145.7873
1	GBP	POUND STERLING		170.0941170.1562
100	JPY	JAPANESE YEN		89.460689.4885
1	CNY	CHINESE YUAN		18.682418.6848
1	CHF	SWISS FRANC		153.3683153.4556
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.791499.8322
1	DKK	DANISH KRONE		19.548919.5539
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.017813.0210
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.867412.8732
1	AED	UAE DIRHAM		36.555236.5693
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.804835.8097
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.5712436.7620
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.761543.1912
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.320013.3215
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.724527.8669
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.53583.5362
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.1011178.1011

CMA CGM plombé en 2023 par les perturbations en mer Rouge et la faible demande

Le groupe de transport maritime CMA CGM a fait état vendredi d'une chute de 85,4% de son bénéfice net en 2023, une année difficile marquée par des perturbations du commerce en mer Rouge et une faible demande de la part des

consommateurs. L'an dernier, le bénéfice net a chuté à 3,64 milliards de dollars contre 24,88 milliards de dollars en 2022, année de profits record. Depuis octobre dernier, CMA CGM et d'autres groupes de transport maritime font face aux

perturbations en mer Rouge liées aux attaques contre les navires commerciaux menées par les rebelles yéménites houthis, qui ont ralenti les échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe. Le secteur du transport maritime a également été touché par l'in-

flation, qui a freiné la demande de biens de consommation, et par un rééquilibrage de la consommation en faveur des services. "L'année 2024 devrait être marquée par une croissance économique mondiale atone, même si

le commerce mondial de biens devrait quant à lui connaître un rebond après une année de creux en 2023, porté par la consommation et la reconstitution des stocks", indique CMA-CGM dans un communiqué.

SEMI-CONDUCTEURS

Le géant taïwanais TSMC ouvre une méga-usine au Japon

La méga-usine de Kikuyo, d'un coût équivalent à 8 milliards d'euros, a été subventionnée à plus de 40% par le Japon.

Une nouvelle usine du géant taïwanais des semi-conducteurs TSMC a été inaugurée samedi au Japon, et devrait permettre de renforcer l'approvisionnement mondial en puces, devenues cruciales pour l'économie, selon le fondateur du groupe, Morris Chang. Cette usine, la première de TSMC dans l'archipel, «va, je crois, améliorer la résilience de l'approvisionnement en puces pour le Japon et pour le monde», a souligné le vétéran de 92 ans au cours de la cérémonie d'inauguration de l'usine à Kikuyo, sur l'île méridionale de Kyushu. «Cela provoquera également une renaissance de la fabrication de semi-conducteurs au Japon», a déclaré Morris Chang, qui apparaît rarement en public. Le géant taïwanais, qui compte Apple et Nvidia parmi ses clients, contrôle plus de la moitié de la production mondiale de puces, utilisées dans tous les domaines, des smartphones aux voitures connectées en passant par les missiles et l'intelligence artificielle (IA). Mais les clients de TSMC, ainsi que les gouvernements, préoccupés par l'approvisionnement en puces vitales pour leur économie et leur défense, ont incité l'entreprise à fabriquer davantage de puces en dehors de l'île autonome. TSMC a commencé à diversifier davantage ses capacités industrielles, sur fond de montée des craintes d'une invasion de Taïwan par la Chine, qui considère l'île comme une province chinoise dont elle doit reprendre le contrôle.

L'investissement du Japon

La méga-usine de Kikuyo, d'un coût équivalent à 8 milliards d'euros, a été subventionnée à plus de 40% par le Japon. C'est l'un des piliers de l'ambitieux plan du Japon de revitaliser son industrie des semi-conducteurs. L'usine de Kumamoto est l'un des plus importants investissements industriels à l'étranger de TSMC, souligne Chris Miller, professeur à l'université Tufts près de Boston (nord-est des États-Unis) et auteur en 2022 de «Chip War», un livre remarqué sur la compétition dans les puces électroniques que se livrent désormais l'Asie, les États-Unis et l'Europe. Cette usine «va aussi consolider la relation politique entre Taïwan et le Japon, à un moment où Taïwan cherche à s'assurer qu'il a des alliés puissants pouvant l'aider à résister à la pression chinoise», ajoute Chris Miller. La nouvelle installation de TSMC constitue également un coup d'éclat pour le Japon, qui rivalise avec les États-Unis et l'Europe pour séduire les entreprises de semi-conducteurs avec d'énormes subventions. Le Premier ministre Fumio Kishida a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture que le Japon était «désormais positionné comme un point d'ancrage important dans la stratégie mondiale de TSMC». Le gouvernement nippon prévoit d'investir jusqu'à 4000 milliards de yens (environ 25 milliards d'euros) sur trois ans, dans

le but de tripler les ventes de puces «made in Japan» d'ici 2030, à plus de 15.000 milliards de yens (plus de 90 milliards d'euros au cours actuel) par an.

«Silicon Island»

En février, TSMC a confirmé qu'il allait construire une deuxième méga-usine dans le département de Kumamoto, là aussi avec un important soutien financier de Tokyo et d'entreprises privées japonaises comme Sony et Toyota. TSMC songe aussi à construire une troisième, voire une quatrième usine géante au Japon à plus long terme, selon la presse. Le groupe est aussi en train de bâtir un gigantesque site de production en Arizona (sud-ouest des États-Unis), un chantier qui a pris du retard, et en prévoit un autre en Allemagne, son premier en Europe. Mais le Japon a l'avantage d'être géographiquement proche de Taïwan, d'avoir une grande expérience dans la production de semi-conducteurs et d'être efficace: l'usine de TSMC a été achevée en seulement 22 mois. L'île de Kyushu est surnommée «Silicon Island» depuis les années 1960, comme elle concentre plus d'un tiers des entreprises de semi-conducteurs au Japon. Mais comme pour d'autres secteurs d'activité, le pays craint de manquer de main-d'œuvre pour redévelopper sa filière des semi-conducteurs, en raison de son déclin démographique prononcé.

ROYAUME-UNI

Les factures d'énergie vont atteindre leur plus bas niveau depuis deux ans

Le régulateur britannique de l'énergie Ofgem a annoncé vendredi une baisse des tarifs de gaz et d'électricité payés par une majorité de ménages, plafonnés à partir d'avril à leur plus bas niveau depuis le début de la guerre en Ukraine. La facture pour un ménage moyen «diminuera de 12,3%» au 1er avril ce qui se traduira par «une baisse de 238 livres (278 euros) au cours d'une année, soit une économie d'environ 20 livres par mois», a annoncé l'Ofgem dans un communiqué. «Les prix de

l'énergie atteindront ainsi leur plus bas niveau depuis que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a provoqué une nouvelle flambée sur un marché (...) déjà volatil», poursuit le communiqué. L'envolée des prix de l'énergie a entraîné un emballement général des prix qui a lourdement amputé le pouvoir d'achat des Britanniques et reste une épine dans le pied du gouvernement conservateur, à l'approche des élections législatives prévues cette année.

Une baisse «bienvenue»

Le plafond des factures énergétiques moyennes avait déjà nettement baissé l'an dernier, mais l'Ofgem l'avait relevé de 5% pour le 1er trimestre de cette année, invoquant un rebond des prix de gros de l'électricité et du gaz. Le régulateur admet cependant «que le coût de la vie reste élevé et que de nombreux clients continuent de se débattre avec leurs factures». Il a autorisé les fournisseurs à appliquer un prélèvement temporaire de 28 livres par an sur

la facture de tout un chacun, destiné à soutenir leurs clients les plus en difficulté. «Toute baisse des factures d'énergie est la bienvenue», a réagi dans un communiqué Adam Scorer, directeur général de l'association de lutte contre la pauvreté énergétique NEA. La facture moyenne restera «toujours 400 livres (par an, NDLR) au-dessus de ce qu'elle était en octobre 2021, au début de la crise énergétique, selon l'association, pour qui 6 millions de ménages britanniques restent »piégés dans la précarité énergétique«.

ALLEMAGNE

Berlin enregistre une baisse de la croissance économique au dernier trimestre 2023

L'Allemagne a enregistré une baisse de son produit intérieur brut au dernier trimestre 2023, après deux trimestres consécutifs de stagnation. Le rapport sur le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne en glissement trimestriel pour le quatrième trimestre 2023 a été publié jeudi matin. La plus grande économie d'Europe a connu une baisse de 0,3 % au dernier trimestre 2023, selon l'Office fédéral des statistiques. Ce résultat est conforme aux attentes des analystes. Au troisième trimestre 2023, le

PIB de l'Allemagne s'est contracté de 0,1 %. Étant donné que le quatrième trimestre de l'année a également connu une contraction, l'Allemagne pourrait potentiellement être en récession technique, qui est largement définie comme deux trimestres consécutifs de croissance négative. L'économie allemande s'est contractée de 0,1 % au quatrième trimestre, principalement en raison de la hausse des prix et de l'envolée des taux d'intérêt et des coûts d'emprunt. Le ralentissement de la demande étranger pour les secteurs de

la construction et de l'industrie manufacturière a également contribué à ce chiffre. La formation brute de capital fixe a connu une baisse de 1,9 % au quatrième trimestre 2023, principalement en raison de la chute des investissements en machines et équipements (-3,5 % au quatrième trimestre 2023, contre 1,4 % au troisième trimestre 2023). Les investissements en construction ont également baissé (-1,7% au T4 2023, contre -0,8% au T3 2023). En revanche, la consommation

privée a augmenté de 0,2% ce trimestre contre une stagnation au T3 2023. Les dépenses publiques ont également progressé de 0,3% au 4ème trimestre 2023, bien qu'en deçà de la hausse de 1,1% observée au trimestre précédent. La croissance du PIB en glissement annuel a été de -0,2 % au quatrième trimestre 2023, soit un cran de mieux que les -0,3 % du troisième trimestre 2023 et également en ligne avec les attentes du marché. Pour l'ensemble de l'année 2023, le PIB de l'Allemagne s'est contracté de 0,3 %.

EN PRÈS DE TROIS ANS

Le gaz naturel européen atteint son prix le plus bas

Les réserves de gaz, habituellement très sollicitées pour le chauffage pendant l'hiver, sont en encore remplies à 64,69% en moyenne dans les pays de l'UE.

Les prix du gaz naturel européen baissaient encore vendredi, atteignant un plus bas depuis près de trois ans, les niveaux de stock confortables des pays européens cumulé aux températures plus douce et la fin de l'hiver calmant les cours.

Vers 10h20 GMT (11h20 à Paris), le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, perdait 3,2% à 22,45 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir atteint un plus bas depuis mai 2021, à 22,315 euros.

Les prix continuent de baisser "car la fin de l'hiver approche avec des niveaux de stocks élevés", commentent les analystes d'EnergiDanmark. Des importations de GNL élevées

Les réserves de gaz, habituellement très sollicitées pour le chauffage pendant l'hiver, sont en effet encore remplies à 64,69% en moyenne dans les pays de l'UE, selon la plateforme européenne Aggregated-Gas Storage Inventory (AGSI).

"La Norvège a récemment posé quelques problèmes d'approvisionnement, mais compte tenu de la situation très confortable du marché, cela n'a pas été suffisant pour susciter de réelles inquiétudes", précisent les analystes. Mais "les importations de GNL restent élevées".

L'homologue britannique du TTF a également atteint vendredi un nouveau plus bas depuis juin, à 55,42 pence par thermie, une unité de quantité de chaleur. Au Royaume-Uni, les réserves de gaz sont remplies à 77,15%, selon l'AGSI.

MINI JOHN COOPER WORKS

Les versions thermiques se préparent



Au moment où la nouvelle Mini thermique vient de faire son apparition avec des motorisations de 156 et 204 ch, chez Mini on teste des versions plus puissantes répondant à la dénomination John Cooper Works. Un cabriolet et une version trois portes très camouflés étaient de sortie et ont été immortalisés par les chasseurs de scoop.

Chez Mini comme chez les autres constructeurs, les prototypes de nouveaux modèles sortent camouflés mais en ce qui concerne certains modèles de série on cultive aussi l'art du secret. Ainsi la nouvelle Mini trois portes à moteur thermique (Cooper C de 156 ch et Cooper S de 204 ch) dissimule sa sortie d'échappement sous le bouclier. Ce ne sera pas le cas des versions John Cooper Works qui arriveront sur le marché en 2025. Attention à ne pas confondre avec la nouvelle finition John Cooper Works proposée sur les Mini trois portes qui n'offre qu'un habillage sportif. Les variantes John Cooper Works sont quant à elles de véritables « boules de nerfs ».

Les modèles trois portes et cabriolet John Cooper Works que nous vous présentons exhibent fièrement leur sortie d'échappement placée en plein centre de l'extracteur d'air arrière. Ce sera d'ailleurs l'une des principales différences, entre la variante John Cooper Works est la finition du même nom, si ce n'est qu'il y aura aussi des freins plus gros et sans doute une signature lumineuse modifiée par rapport aux modèles moins puissants. On attend d'ailleurs de savoir qu'elle sera la puissance de cette Mini John Cooper Works, la précédente affichant 231 ch (la série spéciale JCW GP 306 ch), la nouvelle pourrait atteindre les 250 ch.

Produite dans l'usine d'Oxford en Angleterre, la Mini John Cooper Works (trois portes et cabriolet) utilise une plateforme d'ancienne génération qui a été remise au goût du jour. Rappelons que les modèles électriques utilisent une toute nouvelle base et sont produits pour le moment en Chine chez Great Wall (une partie de cette production sera rapatriée en Angleterre en 2026). Même avec l'ancienne base remaniée, les Mini John Cooper Works disposeront dans l'habitacle d'un mobilier quasi identique à celui des Mini électriques avec un grand écran tactile OLED rond de 24 cm de diagonale regroupant l'essentiel des fonctions du véhicule. À noter que la Mini John Cooper Works trois portes existera aussi en version électrique, la marque l'a confirmé et un prototype a été photographié sur la route l'été dernier.

POUR TOYOTA

le tout électrique pose problème et les banques aussi

Toyota est le premier groupe automobile au monde et celui qui a, de loin, la part de ventes en électriques la plus faible. Le géant japonais a-t-il déjà raté le coche ?

Même si certains constructeurs sont assis sur un véritable tas d'or (plus de 60 milliards d'euros de liquidités chez Stellantis, par exemple), les grands groupes automobiles ont toujours besoin des banques pour lancer de grands projets de développement, construire des usines et bien sûr embaucher les milliers de personnes qui vont avec. Seulement voilà, depuis quelques années maintenant, les "scope" d'investissements des banques sont surveillés de près.

Les actionnaires sont en effet de plus en plus sensibles à ce que font les banques et l'argent ne doit plus aller n'importe où. Pour certains gestionnaires de portefeuille, il n'est plus question de financer des projets carbonés, de nouvelles extractions de pétrole ou encore des marques qui ne font pas d'efforts. Conséquence la plus directe : les constructeurs qui ont encore besoin d'argent et d'investissements pour les moteurs à combustion commencent à rencontrer des difficultés. Toyota, en tête.

L'ancien PDG contre le tout électrique

Akio Toyoda n'est plus à la tête du groupe Toyota mais il est encore très impliqué dans les affaires, et n'hésite pas à rappeler à quel point il trouve la politique actuelle du tout électrique risquée. La fin doit justifier les moyens, mais en l'occurrence, mais à l'heure actuelle, pour l'Europe et d'autres marchés matures, c'est plutôt "la



fin justifie le moyen". Le véhicule à batterie, bien sûr. La pluralité technique et la liberté d'imaginer ont été retirées aux ingénieurs qui n'ont d'autre choix que d'atteindre cette fameuse neutralité carbone uniquement par le prisme du véhicule électrique rechargeable.

Le moteur à combustion n'est pas le problème ?

D'autres solutions existent pour conserver ce moteur à combustion qui gardera toutefois ses défauts : un rendement bien faible en comparaison d'une unité synchrone à aimants permanents. Hydrogène, carburants de synthèse, d'autres combustibles peuvent être utilisés. Mais là encore, de nombreuses questions subsistent : comment produire le premier de façon propre en quantité astronomique ? Comment faire couler le second sachant

qu'il réclame d'importantes puissances électriques (qui devront d'ailleurs être renouvelables pour ne pas gâcher le bilan carbone) ? Bref, pas simple.

"Mais si l'on considère correctement la neutralité carbone, l'ennemi est le carbone, pas le moteur à combustion interne", soutient Toyoda. L'ancien PDG emblématique de Toyota embraye sur le cas des banques, qui pourraient représenter un gros problème pour ces constructeurs encore en retard sur l'électrique : "certains de nos fournisseurs qui construisent des moteurs ne peuvent même pas obtenir d'argent des banques". Et en effet, les refus d'investissements des banques ne touchent pas que les constructeurs directement. Cela complique alors considérablement la tâche de marques qui voudraient démontrer que la mobilité pourrait être dans la pluralité plutôt que la singularité.

Chez Volkswagen, les rumeurs d'un improbable retour d'un modèle sur base de Porsche !



rapportés par un "haut placé" au sein de la galaxie Volkswagen. Et si le modèle revient dans les discussions, c'est qu'il ferait partie d'un projet incluant au total quatre modèles sportifs... et électriques. Car oui, la prochaine Scirocco, si elle vit, verra le jour sur une plateforme faite pour les modèles à batterie. Quand on parle de quatre modèles sportifs, il s'agirait de

la future génération de Porsche Boxster et Cayman, mais également d'Audi TT, ainsi que la version de production du concept Cupra Dark Rebel. Pour rappel, on a appris récemment que la future Golf 9 sera électrique et viendra remplacer l'ID.3 dès 2030. Mais si elle est pressentie pour être basée sur la plateforme SSP, la future Scirocco opérerait plutôt pour une

version de la PPE qui servira aux modèles Porsche. On peut donc s'attendre à un modèle plus puissant et sportif que jamais, à deux ou quatre roues motrices, peut-être de quoi rassurer les adorateurs du modèle !

Une design rétro dans les tuyaux

Il semblerait que le design d'un potentiel futur coupé Scirocco ait également déjà fait l'objet de propositions. Cette quatrième génération aurait été imaginée dès l'année dernière et l'arrivée d'Andreas Mindt à la tête du design de Volkswagen. Et celui qui vient de chez Bentley semble avoir une vision jouant la carte du rétro pour cette prochaine génération, notamment en reprenant des éléments faisant référence à la première Scirocco de 1974, dont le design était signé du grand Giorgetto Giugiaro. Reste maintenant à espérer que Thomas Schäfer, le PDG de Volkswagen, voire Oliver Blume, à la tête du groupe éponyme, se mettent d'accord pour effectivement faire vivre cette quatrième génération de Scirocco. On croise les doigts !

Une plateforme partagée avec Porsche

C'est en tout cas ce que nos confrères anglais d'Autocar prédisent, reprenant des propos

PAR LES CONSEILLERS TECHNIQUES APPLECARE

Apple fait tester en interne son IA «Ask»



ChatGPT pourrait bien voir arriver un concurrent de poids cette année avec une IA développée par Apple. IA qui est déjà utilisée dans la réalité par le service support de la firme américaine.

Même si elle est apparue l'an dernier en retard dans le domaine de l'intelligence artificielle face aux ChatGPT et aux autres Bard (devenu Gemini), Apple avait bien laissé entendre qu'elle sera tout de même de la partie. Et elle aurait depuis bien avancé dans le développement de son propre chatbot, chatbot déjà passé à l'étape de l'essai en réel au sein des effectifs d'AppleCare.

Ask, la réponse d'Apple à ChatGPT ?

Apple n'allait pas laisser Microsoft et Google s'emparer tranquillement de l'immense marché en développement de l'IA. La firme de Cupertino préparait depuis des mois sa réponse, qui a pris une première forme, du nom de « Ask ». D'après

des informations de MacRumors, il s'agit d'un chatbot, dès à présent utilisé par les équipes d'AppleCare. Pour rappel, AppleCare est le programme du groupe qui offre une garantie matérielle ainsi qu'un service d'assistance technique à ses clients. Les experts contactés par les propriétaires de produits Apple peuvent ainsi utiliser Ask pour trouver les réponses aux questions qui leur sont posées. Une utilisation qui est poussée par les dirigeants d'Apple.

Une dernière étape avant le lancement public ?

Les conseillers techniques peuvent, pour chaque discussion avec « Ask », avoir jusqu'à 5 interactions. À la fin de

l'échange, ils évaluent l'aide apportée soit comme ayant été « utile » ou « inutile. » Pour Apple, l'utilisation de ce chatbot est sûre, puisqu'elle s'appuie sur la base de connaissance interne du groupe sur les produits qu'elle a développés. Des questions précises telles que « un client ne parvient pas à mettre à jour son appareil vers iOS 13.7. Que faire ? » peuvent ainsi être posées. Il est intéressant de noter que Google, l'an dernier, avait aussi poussé ses équipes à utiliser le plus intensivement possible l'IA alors en cours d'achèvement, avant le lancement officiel de la première version de Bard. Est-ce que l'utilisation interne, pour des conseils donnés directement aux clients, ne montre-t-elle pas qu'Apple est presque prêt à lancer publiquement cette IA ?

■ Brèves

Capgemini plus fort dans les jumeaux numériques

L'ESN a mis la main sur l'activité de services aux entreprises d'Unity, spécialisée dans les services de développement d'environnements 3D pour simuler et mieux comprendre les interactions entre des systèmes physiques et leurs homologues numériques. L'équipe Digital Twin Professional Services d'Unity a travaillé avec de nombreuses entreprises au cours des cinq dernières années pour développer des solutions 3D en temps réel. Cette acquisition va permettre à Capgemini d'intégrer un savoir-faire en logiciels de visualisation 3D dans le cadre de ses programmes de transformation numérique des entreprises. Parmi les spécialités d'Unity on trouve la mo-

délisation et représentation de bâtiments, des expériences interactives dans des véhicules ou encore de la formation immersive (réalité virtuelle et augmentée).

Google tue la version HTML simplifiée de Gmail

La firme de Mountain View a finalement laissé un peu de répit aux aficionados de la lecture d'emails via son interface HTML simplifiée. Alors qu'elle devait disparaître en janvier, la dead line a été prolongée jusqu'à la fin du mois de février. « L'affichage standard par défaut de Gmail offre davantage de fonctionnalités et une meilleure facilité d'utilisation que l'affichage HTML simplifié », explique Google. « Dans l'affichage standard, Gmail

est une application web dotée de raccourcis clavier qui permettent d'effectuer des actions et de naviguer dans l'interface rapidement. Avec une application web, les raccourcis d'application permettent de naviguer sur le site et d'interagir avec celui-ci, tandis qu'avec une page web, les raccourcis (ou commandes) du lecteur d'écran permettent de parcourir la page et d'interagir avec elle ». La version HTML simplifiée de Gmail était appréciée pour la rapidité de son affichage idéal pour les connexions à très faible débit en laissant de côté toutes les fonctions annexes (chat, contacts, formats riches...).

Equinix va investir 390 M\$ en Afrique

Dans les 5 prochaines années, l'opérateur de datacenters améri-

cain prévoit de construire et étendre ses opérations en Afrique du Sud et de l'Ouest. « Nous continuerons à investir là où c'est judicieux sur le continent, et nous menons actuellement un certain nombre d'études pour déterminer ces opportunités », a expliqué à Bloomberg Sandile Dube, directeur général d'Equinix pour l'Afrique du Sud. Equinix est arrivé sur le marché africain il y a deux ans après l'acquisition de MainOne Cable pour 320 M\$ et a commencé à installer son premier centre de données à Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2023. Malgré la chaleur, Equinix est loin d'être le seul fournisseur à s'installer en Afrique, c'est aussi le cas d'AWS, Microsoft ou encore Huawei qui accroissent leur présence sur ce continent en raison de la forte croissance de la demande en matière de connectivité et de stockage.

Une rumeur bidon prétend que Google va fermer Gmail

Les intox continuent de pulluler sur X/Twitter. Le 22 février en fin de journée, une rumeur a commencé à enfler sur le site : Google s'apprêterait à se débarrasser de Gmail dans les prochains mois. C'est évidemment faux. L'une des plus grosses entreprises du monde s'apprêterait à mettre à la retraite un des logiciels de mail les plus populaires de la planète. Si cette phrase vous paraît complètement loufoque, bravo, vous ne vous seriez probablement pas fait avoir par la dernière fake news qui circulait sur X/Twitter hier.

Google ne met pas Gmail à la retraite

Dans un phénomène de panique 2.0 dont seule la plateforme de microblogging a le secret, de très nombreux internautes ont cru que Google allait se débarrasser de Gmail dans les prochains mois. Une capture d'écran d'un « mail » annonçant que Google allait faire disparaître sa solution de messagerie d'ici au 1er août 2024 a effectivement été largement partagée, malgré son contenu complètement trompeur, laissant certains et certaines croire à la fake news. « Après des années passées à connecter des millions d'utilisateurs et d'utilisatrices partout dans le monde, [...] l'aventure de Gmail va s'arrêter là », indique la capture d'écran bidon. « À partir du 1er août 2024, Gmail sera officiellement fermé et ne pourra plus recevoir ou envoyer de mails », précise le message, qui conseille à tout le monde de télécharger ses archives avant la date fatidique.

Seule version HTML simplifiée disparaît

Bien évidemment, rien de tout ça n'est vrai, mais les tournures de phrase et le design général du mail ressemblent effectivement à ce que pourrait envoyer Google. Et ce n'est pas complètement un hasard. En effet, cette intox a en fait repris une vieille annonce de Google qui annonçait la fin de Gmail en version HTML simplifiée. Seule cette version « light » de Gmail tirera sa révérence en août prochain, mais des petits rigolos ont cru malin de créer une panique générale sur Twitter en trafiquant le message. Si l'annonce paraissait trop énorme pour être vraie, elle a tout de même créé assez d'écho pour que même le compte officier de Gmail sur X/Twitter réagisse. Quelques heures après le début de la panique, un tweet laconique a précisé que « Gmail est là pour durer », mettant fin à la blague. Si la rumeur vous a cependant fait réfléchir sur votre dépendance à la solution de Google, sachez qu'il existe plein d'autres alternatives, avec certaines qui mettent l'accent sur le chiffrement et la protection de la vie privée.

Mots fléchés

Agapes	↓	Vraiment offensée	↓	Essieu	↓	Voile triangulaire	↓	Alésas	↓	Protège-dents	↓	Piège à oiseaux	↓
Parfois désobligeantes		Oeuvre de chair		Chanteuse française				Sombre période				Au coeur même	
→		↓		↓				↓		Vieil amour	→	↓	
										Enduré	↓		
Piédestal	→					Douloureux	→						
Ronflent en hiver						Une des Îles Sous-le-Vent	↓						
→					Oeuvre de Corneille (le)		Esquimaux	→					
							Oeuvre de Zola	↓					
Qu'on ne peut narrer	→												Identique
Assemblée													
→				Se rendra	→			Avec ça tout peut arriver	→		Devant le prêtre	→	↓
				Piège à alouettes							Ils se lavent en famille		
Une agence américaine de renseignement	Bombardier marocain	→						Personnes opulentes et tapageuses	Petits équidés	Attacha	→		
	Prénom féminin												
→	↓		Bison d'Europe		Très grande plante herbacée	→		↓	↓				
Petit logement	→						Millésime	→		Pas voilée	→		
Le Congo dorénavant							Apprivoisé			Au bout du bout			
→							↓			↓			
					Tout ratatiné	→							
Gadoue	→				Amoureuse idéale	→						Oeuvre de Voltaire	
Sous-préfecture de l'Yonne					Verso								
→				Spécialité de Nancy (bonbon)	↓	Système d'assistance au freinage	→			Argile	→	↓	
										Qui est au dessus de tout			
Disciples		Libéré d'une contrainte	Grands sauts	→					Il joua dans la Fureur de vivre		Rhénium	→	
			Grand cru								Leurs éclats sont inoffensifs		
→		↓	↓			Demi anglais		Sévère	→		↓		Épargne le superflu
													↓
Prince musulman	→				Arbrisseau de nos campagnes	→							
					Périodes								
Elle fut remplacée par l'ONU	Film avec Orane Demazis	→						Se fait au stop	→				
	Épais							Grand arbre					
→	↓		Cent mètres carrés	→			Charge portée par un baudet	→				Arrose Lisbonne	
							Firmament						
Amas de mousse	→					Cuivre	→		Maladie d'amour	→		↓	Bat en un clin d'oeil
Sans diversité						Autre moi			Article défini				
→			Argent populaire	→		↓			↓		Actinium	→	↓
											Forme d'avoir		
Petit projecteur	→				Sensation de malaise	→				Fait	→		
Créature de contes													
→			Ornement liturgique	→					Haine contre quelqu'un	→			

Le pétrole chute, les investisseurs préfèrent les actions

Les cours du pétrole ont chuté vendredi, les investisseurs semblant préférer le marché actions après l'envolée de Wall Street. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a perdu 2,45% à 81,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a plongé de 2,69% à 76,49 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 25 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

OUVERTURE DU POSTE FRONTALIER CHAHID MUSTAPHA-BEN BOULAÏD À LA CIRCULATION DES PERSONNES ET AU COMMERCE

Toutes les dispositions sont prises

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, samedi dans un communiqué, que toutes les dispositions avaient été prises, dès vendredi, au niveau du poste frontalier Chahid Mustapha-Ben Boulaïd pour son ouverture à la circulation des personnes de et vers la Mauritanie, parallèlement à son ouverture au mouvement commercial. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire annonce « avoir pris, dès vendredi 23 février 2024, toutes les dispositions nécessaires au niveau du poste frontalier Chahid Mustapha-Ben Boulaïd pour son ouverture à la circulation des personnes de et vers la République islamique de Mauritanie, parallèlement à son ouverture au mouvement commercial », lit-on dans le communiqué. Ces dispositions viennent « en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de son inauguration, le 22 février 2024, des postes frontaliers fixes entre l'Algérie et la Mauritanie, en compagnie de son frère le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani », précise la même source. « Ces mesures viennent refléter la volonté politique des présidents des deux pays de promouvoir les relations de coopération bilatérale, le développement commun et le bon voisinage », conclut le document.

TRANSIT DES PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ DU NIGERIA VERS L'EUROPE

L'Algérie, le pays «le plus approprié»

La position stratégique de l'Algérie lui permet de rivaliser sur les marchés gaziers internationaux et la rend le pays "le plus approprié" pour le transit de futurs projets d'approvisionnement en gaz, notamment du Nigeria vers l'Europe, a estimé l'expert en industries gazières de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Wael Hamed Abdel Moati, soulignant l'importance du contrat gazier signé récemment entre l'Algérie et l'Allemagne. Dans un entretien accordé à l'APS, M. Abdel Moati a relevé que "la position géographique de l'Algérie et sa proximité avec d'autres régions riches en gaz, comme le Nigeria, en font d'elle le pays le plus approprié en tant que point de transit pour tout futur projet d'acheminement du gaz du Nigeria vers l'Europe, dès que les conditions économiques et politiques le permettront", d'autant plus, a-t-il soutenu, que "l'Algérie possède une capacité d'exportation excédentaire via les gazoducs existants la reliant à l'Europe". "En plus de sa proximité géographique avec l'Europe, l'Algérie, avec sa capacité de concurrencer sur les marchés internationaux, y compris les marchés spot, peut exporter d'importantes quantités de gaz naturel liquéfié (GNL) en fonction des besoins du marché et des excédents de production", a ajouté l'expert de l'OPAEP, relevant que "l'éloignement de l'Algérie des zones des tensions et des perturbations, comme le détroit de +Bab-el-Mandeb+, fait d'elle un pays fiable dans cette industrie". Dans ce contexte, M. Abdel Moati a rappelé que l'industrie gazière en Afrique a été lancée depuis l'Algérie,

au début des années 1960, avec le lancement de la production de gaz et son exportation depuis le premier complexe de liquéfaction de gaz au monde, inauguré en 1964 à Arzew (Société algérienne du méthane liquide -La Camel-), marquant ainsi le début du commerce international de gaz naturel liquéfié et faisant de l'Algérie, un pays pionnier de cette industrie en Afrique. Aujourd'hui, l'Algérie a réussi à occuper la première place en Afrique en tant que plus grand exportateur de GNL pour la première fois depuis 2010, dépassant ainsi le Nigeria qui avait conservé cette position pendant plus d'une décennie, fait observer l'expert en industries gazières, qui attribue ce succès à "l'expérience historique de l'Algérie dans l'exploitation du gaz pour le développement de ses différentes secteurs économiques, ainsi qu'à son système d'exportation diversifié, le plus important du continent en termes de capacité". Dans ce contexte, l'expert, rédacteur du rapport de l'OPAEP paru récemment sur les développements des marchés du gaz et de l'hydrogène pour l'année 2023, a relevé la réussite de l'Algérie à faire augmenter ses exportations de GNL à environ 13 millions de tonnes en 2023, avec un taux de croissance annuel de 26%, enregistrant ainsi le taux de croissance le plus élevé au niveau des pays arabes et un taux de croissance des plus élevés à l'échelle mondiale, au cours de la même période. Dans le même ordre d'idée, M. Moati a souligné que le contrat d'approvisionnement de gaz naturel à moyen terme, signé dernièrement entre Sonatrach et la société allemande

VNG Handel & Vertrieb GmbH, a "plusieurs significations importantes pour le marché gazier en général et pour l'Algérie en particulier", ajoutant que le choix de l'Algérie par l'Allemagne en tant que fournisseur "confirme la fiabilité élevée dont jouit l'Algérie sur les marchés européens". Cette fiabilité a été encore renforcée, a-t-il soutenu, par "le consentement de la société allemande de conclure un contrat à moyen terme, alors qu'elle a toujours été réticente envers ce type de contrats, en préférant l'achat sur le marché spot". D'autre part, l'expert de l'OPAEP a relevé que "l'infrastructure de base dont dispose l'Algérie pour le transport de gaz, et qui la relie aux marchés européens, peut également être exploitée pour exporter de l'hydrogène avec des ajustements techniques ou la réalisation d'itinéraires parallèles pour joindre le corridor sud de l'hydrogène (Corridor Sud H2)". "Le succès de l'Algérie en tant que fournisseur gazier des marchés européens, fait de ces marchés, et à leur tête l'Allemagne, les candidats les plus probables pour importer de l'hydrogène d'Algérie, compte tenu des besoins du marché européen d'importer 10 millions de tonnes d'hydrogène annuellement en dehors de l'Union européenne(UE)", a-t-il prédit. Dans ce contexte, l'expert considère que les démarches entreprises par l'Algérie dans cette initiative, notamment l'annonce de la stratégie nationale pour l'hydrogène, en mars 2023, sont très importantes pour attirer les acteurs internationaux et ouvrir la voie aux investissements dans ce domaine.

EXTENSION ET RÉNOVATION DU CENTRE DE STOCKAGE DE GPL, À EL KHROUB

Le projet sera réceptionné en 2025

Le projet d'extension et de rénovation du centre de stockage de GPL (gaz de pétrole liquéfié), du complexe Naftal de Bounouara, dans la commune d'El Khroub (Constantine) sera réceptionné en 2025, a affirmé, samedi, le directeur du district GPL, Fayçal Baâtchia. Le même responsable a précisé,

dans une déclaration à l'APS, à l'occasion du 68e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 53e anniversaire de nationalisation des hydrocarbures, que ce projet, lancé en décembre 2021 et confié à l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), permettra de doubler la capacité de stockage du GPL (propane et butane) au centre de stockage et de distribution du complexe Naftal de Bounouara. Le projet d'extension, dont le taux d'avancement est de l'ordre de 41%, consiste en la réalisation de quatre nouveaux réservoirs, dont deux réservoirs mixtes (butane/propane), d'une

capacité de 2.500 m3 chacun, et deux autres réservoirs mixtes d'une capacité de 2.000 m3 chacun, en plus d'une nouvelle station d'accès pour le gazoduc de pétrole liquéfié Skikda/El Khroub sur une distance de 105,7 km, a ajouté le même responsable. M. Baâtchia a aussi fait savoir que le projet comprend également

l'extension des réseaux de distribution de GPL et l'installation de nouvelles vannes alimentées par des moteurs électriques pour remplacer les vannes manuelles existantes, en plus de l'extension du système central de surveillance des niveaux de stocks de GPL dans les nouveaux réservoirs.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 300.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée dimanche

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels offre, en prévision de la prochaine rentrée (session février) prévue dimanche, plus de 300.000 nouvelles places pédagogiques dans différents modes et dispositifs de formation, a fait savoir le sous-directeur des examens et des concours au ministère, Mohamed Azzoug. Dans une déclaration à l'APS, le responsable a précisé que les nouvelles places pédagogiques assurées pour cette rentrée incluent notamment les formations par apprentissage, en présentiel et à distance, ainsi que les formations de la femme au foyer, en milieu rural, ou-

tre les bénéficiaires de l'allocation chômage et les personnes aux besoins spécifiques. En prévision de cette rentrée, "le ministère a mobilisé tous les moyens nécessaires, techniques et pédagogiques, les sections ouvertes au niveau des établissements de formation, en sus des spécialités inscrites dans le programme pédagogique de la formation professionnelle au nombre de plus de 400". L'ensemble de ces spécialités couvrent "23 filières professionnelles inscrites dans la nomenclature des spécialités de la formation professionnelle, établie selon les spécificités de chaque région et

les exigences de l'économie nationale". Concernant les nouvelles spécialités, l'intervenant a indiqué que le secteur a prévu au titre de la prochaine rentrée professionnelle, "des spécialités dans certaines wilayas liées aux domaines de l'informatique, la numérisation, l'agriculture et la maintenance ferroviaire. En prévision de la prochaine rentrée, plusieurs activités d'information et de journées portes ouvertes ont été organisées pour faire connaître les spécialités et les offres de formation programmées, ainsi que les modalités d'inscription pour ceux qui souhaitent rejoindre les établissements de formation, a ajouté

M. Azzoug. Il a expliqué que le secteur met l'accent notamment sur "les filières professionnelles prioritaires, notamment l'agriculture et l'industrie alimentaire, la numérisation, le bâtiment et les travaux publics (BTP), l'électricité, la restauration, l'hôtellerie, l'artisanat, l'eau et l'environnement, ainsi que les énergies renouvelables". Le même intervenant a rappelé les mesures et les procédures prises par le secteur afin de "garantir une formation dans des spécialités correspondant aux exigences de l'économie nationale et répondant aux besoins exprimés par les entreprises en termes de main-d'œuvre qualifiée".